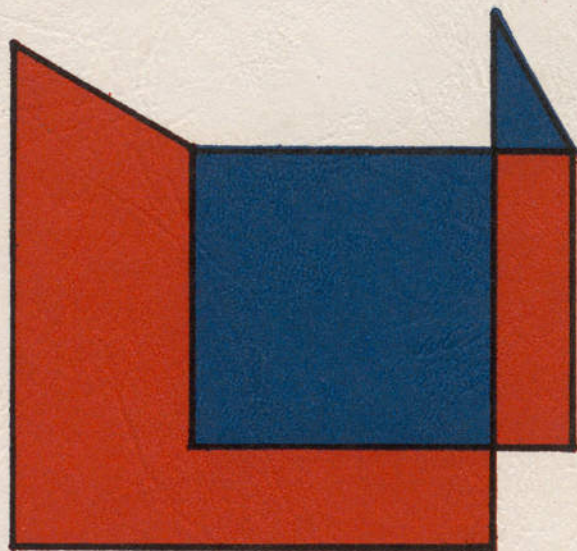


RENE BUROZ ARISMENDI

ENRIQUE RIVAS GOMEZ

ASPECTS PÉNITENTIAIRES
DE
L'INDIVIDUALISATION JUDICIAIRE



RAPPORT A PRÉSENTER A L'HUITIEME
CONGRES INTERNATIONAL DE DÉFENSE
SOCIALE

PARIS 1971

Dr. René Buroz Arismendi

Miembro de la Asociación Interamericana de Estudios Criminológicos

Miembro de la Sociedad Internacional de Criminología

Miembro de la Sociedad Española de Criminología

Miembro de la Federación Argentina de Criminología

Miembro de la Sociedad Internacional de Derecho Penal

Miembro de la Federación Interamericana de Abogados

Miembro de la Asociación Internacional de Jóvenes Abogados

Miembro del Instituto Latinoamericano de Defensa Social

Miembro del Colegio de Abogados del Distrito Federal, Venezuela.

15072

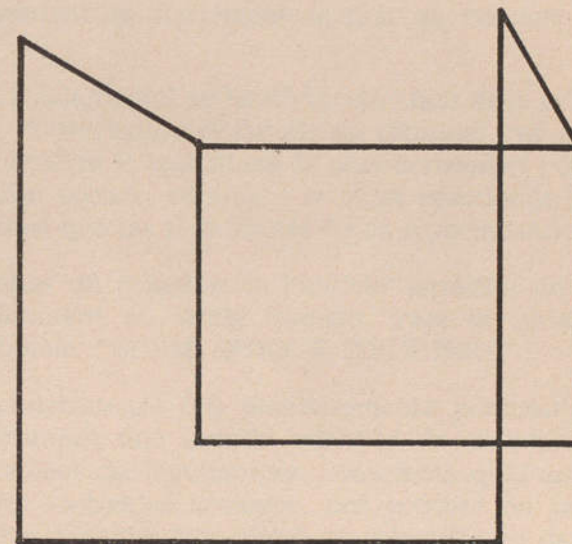
F 10 D 18

RENE BUROZ ARISMENI

ENRIQUE RIVAS GOMEZ



ASPECTS PÉNITENTIAIRES
DE
L'INDIVIDUALISATION JUDICIAIRE



RAPPORT A PRÉSENTER A L'HUITIEME
CONGRES INTERNATIONAL DE DÉFENSE
SOCIALE

PARIS 1971

CHAPITRE I

ANTÉCÉDENTS

Il se peut que l'étape la plus importante de l'individualisation de la Peine soit la Pénitenciaire, qui se développe pendant le traitement auquel on soumet le condamné.

Elément fondamental de l'individualisation dans cette phase, en est l'observation et l'étude du criminel, car elle permet de connaître le traitement le plus convenant pour sa réadaptation sociale, comment le sujet réagit au traitement, ainsi que les possibilités de sa resocialisation.

Les origines du principe de l'individualisation de la peine se remontent au Droit Romain, avec la phrase fameuse d'Ulpien: "SUUM QUIQUE TRIBUERE"¹.

Les administrateurs des établissements pénitentiaires, en confrontant une grande quantité de difficultés dans le traitement des condamnés, conscients qu'il sont de l'échec des méthodes antiques, ont accepté de bon gré que l'on pratique des investigations scientifiques dans les prisons, à fin de voir si, de cette façon, ils pouvaient résoudre, ne fût-ce qu'en partie, la grande quantité de problèmes que surgissaient dans la population pénale².

Lombroso fut dûment autorisé pour examiner une grande quantité de détenus dans les prisons italiennes

(1) Eugenio Cuello Calón. "La Moderna Penología". Barcelonne 1958, T.I.

(2) Paul Cornil. "Funciones de la Criminología en la Ejecución de las Penas y en el Tratamiento de los Delincuentes". Mendoza, Argentine, juin 1969.

et sont de tous connues les études du célèbre criminologue, lequel donna origine à sa thèse fameuse du criminel né.

En Angleterre, un groupe de médecins d'établissements pénitentiaires étudia, en 1902, plus de 3.000 condamnés, pour vérifier les hypothèses formulées par les criminologues, et de façon spéciale les hypothèses de l'école italienne. Les résultats de cette investigation furent publiés par le Docteur Gering, en 1908.

Le premier centre pour l'étude des reclus fut créé en 1907, par le Docteur Vervaeck, dans la prison de Bruxelles; ce fut ce même homme de sciences qui détacha pour la première fois, dans le Premier Congrès International de Criminologie de Rome, en 1938, l'importance de l'étude de la personnalité du délinquant; laquelle, selon lui, doit être décomposée et explorée dans chacun de ses éléments. Les longues expériences pénitentiaires de Vervaeck lui permirent de sélectionner ce qui intéressait à analyser de préférence en elle. En premier lieu, on doit prêter attention à son budget biologique, c'est-à-dire, au patrimoine héréditaire et à la constitution personnelle, soit à l'homme. Il importe, ensuite, de mener à bout l'examen du milieu social du délinquant, antérieur au délit, depuis la famille jusqu'à la profession, les relations et les divertissements. Il faut pratiquer un examen spécial et expérimental de la mentalité de délinquant et accuser, dans la mesure du possible, l'action des facteurs criminogènes, endogènes et exogènes. Le délit est la somme de la personnalité et du monde environnant, dans plusieurs cas inséparables, et, sauf en cas très rares, il n'est pas le résultat d'un seul facteur. Le Docteur Vervaeck avait beaucoup de confiance en cet examen criminologique, si bien pratiqué sur le reclus, et il réclamait une méthode internationale uniforme pour le mener à effet. Vervaeck avait envisagé ce problème avec un caractère général, lorsqu'il déclarait dans son rapport mentionné: "La solution des problèmes complexes de la criminalité exige une connaissance exacte de la personnalité des délinquants, à fin de pouvoir déterminer, en chaque cas, les mesures

individualisées qui aient les meilleures possibilités de les enrégimenter, de les réadapter à la vie sociale et de prévenir leur récidive". De telles affirmations ne se réfèrent pas seulement au traitement pénitentiaire de l'homme sous sentence, mais encore à la sanction adéquate à l'homme, laquelle doit se prononcer dans le verdict³.

En Bavière, le Docteur Viernstein a dirigé, dès 1923, un service d'examen crimino-biologiques des reclus, cherchant simultanément le moyen scientifique de contrôler lesdites théories, plus les objectifs pratiques correspondants. Une des principales préoccupations de l'homme de sciences mentionné était de distinguer les individus rééducables des non rééducables.

Dans l'actualité, l'étude du condamné pendant la phase d'exécution pénale aspire à deux points principaux: 1°—déterminer son degré actuel d'adaptation ou inadaptation sociale; et 2°—savoir s'il possède ou non des conditions de réadaptabilité. C'est en ayant compte de ces finalités que l'on devra tracer le traitement considéré comme le plus approprié.

Les organismes chargés de l'observation des délinquants varient généralement d'un pays à l'autre; dans quelques uns, par exemple, il existe des centres de sélection, dont la fonction est d'effectuer leur observation, de procéder à leur classification et d'en établir le traitement adéquat; c'est le cas des Centres de Sélection d'Angleterre et de France; de la Commission de Classification de la Nouvelle Zélande; des Centres d'Orientation de Californie et de France et des Instituts de Classification d'Argentine et du Brésil⁴.

Dans les pays où il existe ce type de centres, le condamné est soumis, lorsqu'il arrive à l'établissement, à un

(3) Mariano Ruiz Funes. "La Personalidad del Delincuente en el Juicio Penal". Revista de Derecho Penal, Argentine, 1951.

(4) Marc Ancel. "Les Méthodes Modernes du Traitement Pénitentiaire".

examen plus minutieux, qui confirme ou modifie le diagnostic établi dans les examens qu'il lui furent pratiqués antérieurement; et c'est conformément avec le dernier résultat que l'on établit un programme concret de traitement de caractère provisionnel, puisque l'observation peut se renouveler tenant comme base une modification du régime ou le transfert à un autre établissement. Dans les endroits où il n'y a pas de centres de sélection, on soumet le condamné, dès qu'il entre en prison, à un examen pratiqué par le médecin, le chapelain et l'assistant social, avec la collaboration de l'éducateur et du directeur de l'établissement, lesquels, dans la plus grande majorité des cas et dans les pays où leurs lois pénitentiaires le permettent, forment les Conseils de Conduite. Une fois pratiqué cet examen, on ouvre au condamné une fiche dénommée "médico-psychologique et sociale". Cependant, il faut bien signaler le fait que dans une grande quantité de pays, ces organismes se trouvent encore à l'état d'embryon, et que les examens sont pratiqués seulement à certaines catégories de reclus, pendant que d'autres, en un nombre peut-être plus élevé, ne sont pas l'objet d'une telle observation. Tout de même, l'observation n'atteint pas sa finalité par la seule et unique application de méthodes scientifiques; tout doit être envisagé: le comportement dans l'établissement, le rendement dans le travail, l'emploi du temps libre, l'emploi du pécule, les relations familiales, les relations avec les autres reclus et les relations avec le personnel. La réalité totale de l'homme, disait De Greef⁵, et dans un diagnostic sujet à révision avec caractère de probabilité, tout en maintenant une attitude hypothétique. L'observation doit être continue et doit se prolonger pendant le traitement, avec l'emploi de nouveaux moyens qui permettent de connaître l'évolution du sujet. Si l'examen est isolé, il ne donne qu'une idée statique du psychisme du criminel, originant

(5) I. De Greef. "L'Examen Médico-Psychologique et Social des Délinquants" — Revue de Droit Pénal et Criminologie, 1933, P. 605.

ainsi un dogmatisme dangereux. Seule une observation constante de genre dynamique va nous permettre d'apprécier les réactions du criminel au traitement dont on le soumet; l'apparition de signes de réforme ou d'amélioration de sa conduite et si les progrès réalisés dans ce chemin mèneront à une réadaptation sociale effective du sujet. Ce traitement doit être contrôlé et suivi de très près par l'autorité judiciaire ou par les commissions dans lesquelles ladite autorité ait voix prépondérante. Jusqu'à présent, son contrôle n'avait été effectué qu'unique et exclusivement par l'administration pénitentiaire, mais l'observation de la garantie exécutive qui protège la légalité de l'exécution pénale pour une meilleure sécurité des droits du reclus, mérite l'intervention et la surveillance de l'autorité judiciaire). Une matière ayant une relation intime avec l'intervention ample du Juge dans l'exécution de la peine, fut résolue dans le Congrès International de la Défense Sociale célébré à Anvers en 1950; l'on y accorda que, même comptant amplement avec la collaboration de l'administration pénitentiaire et de l'élément technique, "toute décision finale au sujet de la nature et de la durée de la mesure, et, en général, de toute nouvelle privation ou restriction de la liberté personnelle, doit dépendre du Juge ou d'un organisme qui présente les mêmes garanties constitutionnelles"⁶. Ainsi, conformément à la résolution adoptée dans ledit Congrès, l'application du traitement prescrit serait de la compétence de l'administration pénitentiaire; mais en tout ce qui concerne la détermination de la classe de peine ou de mesure, le recourcissement ou la prolongation de sa durée ou l'imposition de nouvelles privations ou restrictions de la liberté, l'on requiert l'intervention de l'autorité judiciaire ou d'un organisme de cette espèce. Il est à désirer que, dans les pays où ils n'existent pas encore, l'on crée les juges ou les tribunaux d'exécution de peines. Ainsi que nous avons observé, ceux qui se dé-

(6) Rev. Internationale de Défense Sociale, 1954, Ns. 1 et 2, P. 20.

dient à l'étude de la pénologie conçoivent cette phase de l'individualisation pénitentiaire comme une actuation constante sur la personne du condamné, lequel doit être observé et étudié d'une façon permanente, jusqu'à l'obtention du traitement adéquat, pour l'adapter à ses réactions, connaissant ainsi l'atténuation, la disparition ou la persistance de sa périllosité. L'individualisation continue, où l'on adopte les particularités psychiques, biologiques et sociales du sujet, tend à améliorer sa conduite pour obtenir la fonction principale de l'administration pénitentiaire et des autorités qui s'occupent du condamné, c'est-à-dire: sa réincorporation à la société. Dans beaucoup de pays européens cette individualisation a été mise en pratique; tel est le cas de l'organisation anglaise, où l'un des plus studieux de ce pays, Leonel W. Fox, nous disait: "Nous n'oublions pas, lorsque nous parlons du traitement individuel, que cela signifie simplement que nous faisons ce qui nous est possible pour adapter chaque individu au régime général, de façon qu'il puisse profiter au maximum des avantages de ce régime. Il ne s'agit pas de confectionner un programme particulier de traitement spécial adapté aux nécessités physiques, mentales et morales de chaque individu"⁷.

(7) Leonel W. Fox. "La Révision Périodique du Traitement Prescrit". *Revue Internationale de Politique Criminelle*, 1953, P. 79.

CHAPITRE II

AVANTAGES ET FONCTIONNEMENT

Le terme "classification" a été utilisé fréquemment dans le champ de l'administration correctionnelle pendant ces dernières années. Nonobstant, sa signification a énormément varié parmi les criminologues et les administrateurs de prisons; certains auteurs la décrivent comme si son seul propos aurait été de classifier les reclus en types et de ségréguer des types similaires dans des institutions différentes. Certains Administrateurs ou Directeurs d'établissements pénitentiaires ont pensé à la classification comme à quelque chose de théorique en haute façon, quelque technique diagnostique qui offre peu de valeur pratique à ceux qui administrent les prisons⁸. La question surgit: convient-il de classifier les détenus?

Il est évident, que si nous prétendons individualiser le traitement pénal, la classification des processés sera nécessaire, dû à l'innélludibilité du fait que plus du quatre vingt quinze pour cent des reclus envoyés à une prison sont tôt ou tard rendus à la communauté et doivent se trouver préparés pour être réinsérés à la société. La classification ne doit pas impliquer seulement l'analyse complète de l'individu, l'étude de ses antécédents et de l'ambiance dans laquelle il habite, en tant que facteurs

(8) Frank Loveland. "The Classification Program in the Federal Prison System. 1934-1960". *Federal Probation*, XXIV (June 1960).

influent dans son développement personnel, mais elle doit encore comprendre le procédé selon lequel cette information récopilée doit être utilisée comme base d'un programme intégral et individualisé en vue de son amélioration comme être social.

Les propos de la classification se mènent à bon terme:

1°) En analysant les problèmes présentés par l'individu, à travers l'usage de toutes les techniques disponibles, telles que la recherche sociale, les examens médico-psychiatriques, psychologiques, études éducationnelles, vocationnelles, religieuses et récréationnelles.

2°) En prenant de décisions dans la réunion du Conseil, au sujet du programme de traitement et d'entraînement basé sur ces analyses.

3°) S'assurant du fait que le programme au sujet duquel on ait pris de décisions ait été mis en fonctionnement, et

4°) En observant le progrès des reclus sous ledit programme et en y effectuant des changements lorsque cela soit nécessaire⁹.

Nous ne devons pas confondre la classification avec le traitement proprement dit, puisqu'elle ne sert que pour indiquer en quelle forme doivent être appliqués ledits traitements dans chaque cas. L'on ne doit pas la confondre, non plus, avec le simple groupement des reclus en différentes catégories ou types, puisque cela constitue seulement une petite partie du procès du diagnostic inclus dans le programme de classification.

Dans le champ de la criminalité, l'on ne peut pas parler de l'existence de guérisons effectives, comme cela se produit en médecine pour le traitement de certaines maladies. Nonobstant cela, les prisons modernes ont in-

(9) "Manual de Clasificación en las Instituciones Correccionales. Universidad Central de Venezuela. Caracas, 1968".

clus dans leurs programmes des types d'entraînements, qui contribuent ou tendent à contribuer à l'élimination des principaux facteurs de la criminalité, tels que l'éducation, le travail social, le traitement médical et psychiatrique, l'assistance religieuse et le profit constructif du temps libre, soit par moyen d'un travail bien dirigé ou soit par moyen de sports ou d'activités culturelles.

Parmi les principaux avantages de la classification nous pouvons énumérer les suivants:

- a) **Groupement adéquat des divers types de délinquents:** Etant donné le fait que dans les prisons il entre toutes sortes de types de personnes, tels que: criminels, délinquants primaires, réincidents, psychopathes, homosexuels, adolescents, vieillards, sains, malades, intelligents, bêtes, etc., il se fait indispensable de séparer les délinquants en groupes plus ou moins homogènes.

La grande difficulté de mener à la pratique, dans un seul établissement, un programme qui réunisse les demandes et les nécessités pour traiter les diverses classes de personnes qui entrent dans les différents établissements pénaux, fait que leur séparation par groupes plus ou moins homogènes, permette un meilleur contrôle sur les mêmes et l'application du traitement adéquat en chaque cas.

- b) **Supervision adéquate de la surveillance et du contrôle:** Après la reconnaissance du reclus, obtenue à travers du comité classificateur, il est plus facile de déterminer les risques de sécurité que présente individuellement chacun des délinquants; avec cette reconnaissance, qui peut provenir des antécédents de l'individu, des examens médicaux, psychologiques et psychiatriques, ainsi que de l'observation de ses aptitudes et habits, l'on contribue énormément au con-

trôle et à la surveillance des mêmes, tout en diminuant les possibilités d'évasions des établissements pénitentiaires.

UNE MEILLEURE DISCIPLINE

Le système de classification tend à en finir, avec les méthodes qui ont été traditionnellement utilisées dans les Institutions Pénales, d'appréhension et châtement des reclus qui ont violé les règlements institutionnels; dans la phase initiale de la réception, on arrive à reconnaître les agitateurs, ainsi qu'à identifier les leaders potentiels de perturbations, permettant donc que ceux-ci soient assignés à des zones où leur influence soit moindre; on identifie également de cette façon les homosexuels, étant alors en possibilité de prendre les précautions nécessaires pour éviter leur association avec d'autres reclus dans leurs activités. Un autre des avantages de la classification est constitué par la garantie, valable pour tout individu qui entre dans une prison, qu'il n'y aura pas de reclus oubliés, puisque la fonction de la classification ne termine pas seulement pour avoir acquis une connaissance complète du délinquant, mais elle suit l'individu depuis son entrée en prison jusqu'à sa liberté, ayant toujours comme objectif principal celui de le préparer adéquatement pour son retour à la communauté.

Dans la même forme, l'usage de la classification a augmenté le rendement et la morale du personnel administratif des Institutions Pénitentiaires, puisque, de cette façon, on a permis la coordination parmi les différents groupes du personnel qui se trouvent dans un même niveau, tout en respectant, chacun d'eux les habilités et les contributions des autres.

Il faut bien faire mention du résumé donné par le Comité de Classification et de Travail social de l'Association Américaine de Prisons: "Alors, en conclusion, la classification contribue à un programme d'opération correctionnelle efficace, en groupant toute information

relevante au sujet du délinquant lorsque l'on crée un programme individuel basé sur cette information et en adaptant ledit programme aux demandes individuelles. Elle fournit à l'administrateur une méthode ordonnée, moyennant laquelle les différentes nécessités du reclus sont suivies depuis sa réclusion jusqu'à sa liberté.

A travers ses fonctions de diagnostic et de coordination, la classification contribue non seulement à l'obtention de la réhabilitation, mais encore à la surveillance, la discipline, la désignation du travail et à la morale du personnel et des reclus; elle contribue aussi à l'usage efficace d'une opportunité d'entraînement.

Les données développées par le programme aident à la planification et au progrès, non seulement du système correctionnel en général, mais encore à la planification et au progrès des Institutions en particulier"¹⁰.

Malgré les avantages avant mentionnés à propos du système de classification, quelques étudiants de la matière, tels que le Professeur argentin Eusebio Gómez, soutiennent que la classification des reclus dans un même établissement pénitentier est pratiquement impossible, dû au cumul d'institutions dont les prisons doivent disposer (les prisons modernes) pour réaliser leurs fins, et si l'on prétend établir, parmi les divers groupes constitutifs d'une telle classification, des séparations qui ne soient pas illusoires. L'auteur argentin conclut en disant qu'il serait parfaitement possible de classer les reclus dans diverses catégories, destinées, chacune d'elles, à un établissement différent; mais en ce cas, il serait indispensable d'adopter de critères qui n'imposent pas la nécessité de créer des catégories multiples, car cette multiplicité

(10) Manual de clasificación en las Instituciones Correccionales. Oeuvre citée.

déterminerait l'impossibilité économique de donner solution au problème¹¹.

Parmi les plus grandes difficultés qui s'opposent à la classification adéquate des détenus, nous trouvons le critérium qui doit servir de base. En effet, on ne peut pas accepter le critérium du caractère des condamnés, puisque d'après Eusebio Gómez, cela résulterait impraticable dans les faits, étant, donné le nombre et la variété des séries dont on aurait à faire. Il faudrait répondre, qu'avec la seule exception de la catégorie des délinquents aliénés, aucune des autres qui constituent la classification en référence n'offrirait du point de vue pénitentiaire, une homogénéité telle de sujets qui permette de les soumettre à un régime identique et d'affirmer que ce régime soit celui qui convienne pour une catégorie déterminée. Le Professeur argentin n'est pas partisan, non plus, d'envisager la gravité du délit commis, ni la gravité de la peine imposée, pour servir de base à la classification; il est seulement d'accord à envisager la périllosité du délinquant, ayant comme fondement scientifique la défense sociale, mais il faut toujours que, dans la classification, influe une autre série d'éléments, comme, par exemple: la séparation dans des établissements séparés, des délinquents occasionnels des réincidents; la réclusion dans des établissements spéciaux, des condamnés à des peines privatives de la liberté inférieures à une année.

La séparation et réclusion respective dans des établissements spéciaux pour les délinquents de périllosité maxime. De la compétence d l'administration pénitentiaire serait l'application du traitement prescrit; mais en ce que réfère à la détermination de la classe de peine ou mesure, au raccourcissement ou à l'allongement de sa durée ou à l'imposition de nouvelles privations ou restrictions de la liberté, l'on requiert l'intervention de l'autorité judiciaire, ou d'un organisme de ce caractère.

(11) Eusebio Gómez. Doctrina Penal y Penitenciaria. Buenos Aires, 1930.

SYSTÈMES DE CLASSIFICATION

Il existe des types divers de systèmes de classification, parmi eux, le système existant aux Etats Unis d'Amérique a trois types généraux de systèmes, chacun d'eux avec ses avantages et ses désavantages:

- a) **Département ou Clinique de Classification:** Ce système n'est pas très fréquent, puisqu'ils sont en petit nombre, les Etats qui possèdent un Département ou une Clinique de Classification dans leur Institution, car il s'agit simplement d'une unité de diagnostic. Elle est intégrée par des professionnels et sa fonction se limite à élaborer des rapports diagnostics avec des recommandations; ces rapports sont passés après aux Autorités Administratives, lesquelles peuvent ou non prendre compte des recommandations. Dans ce système, on peut réaliser un diagnostic de grande qualité, mais avec l'insécurité de ne pas savoir s'il sera utilisé. Le procédé souffre du manque de connection entre le diagnostic et l'entraînement pour rendre effectives les nécessités du reclus.
- b) **Système integral de Classification:** C'es le système le plus utilisé, et d'après lui, le personnel professionnel comme le personnel administratif de l'institution forment le Comité de Classification, faisant jointement les recommandations. Nonobstant le fait d'être le personnel professionnel celui que développe le matériel diagnostique, la transformation dudit matériel pour son adaptation au programme des reclus est une responsabilité partagée par tout l'ensemble. Les décisions du Directeur de L'Institution ou celles de son représentant comme Président du Comité, sont officielles et obligatoires pour les Autorités chargés de les rendre effectives. Quelques per-

sonnes ont critiqué ce type d'organisation, en disant que le personnel professionnel est sujet aux décisions des Administrateurs et aux nécessités administratives qui réleguent le diagnostic à un second plan dans le programme institutionnel. A cela, l'on réplique, que dans ce Institutions-la ou la catégorie du travailleur professionnel est plus élevée et les programmes mis en pratique son plus progressifs, on trouve que le personnel professionnel et l'administratif travaillent de concert.

SYSTÈME DE CENTRE DE RÉCEPTION

Le progrès le plus récent noté dans les programmes de Classification, est celui qui correspond au système de Centre de Réception pour tous les types de délinquents, ou, du moins, pour "jeunes adultes" de sexe masculin, lesquels son consignés dans une Institution de Réception Centrale pour leur étude, classification et recommandation pour leur traitement-entraînement et l'institution à laquelle doit être transporté chaque individu.

Le plan de réception centrale présuppose une organisation de classification des différentes Institutions de traitement suivi par les recommandations faites par le Centre. Ce plan met une grande emphase dans le récolte de l'information diagnostique de l'Institution, permettant ainsi une spécialisation de haut degré. Ce système assure plus qu'aucun autre l'assignation adéquate dans les Institutions. Le Centre de Réception, en tant qu'Institution autonome, se trouve seulement dans les grands Etats de l'Amérique du Nord. Là où ce type de programme est en train de fonctionner ou va être inauguré, on ne doit pas oublier que le diagnostic et la planification ne terminent que lorsque le reclus sort du Centre de Réception.

Pour conserver ce programme au jour, il est nécessaire d'avoir le diagnostic continu et la constante revision

du programme. Cela demande aussi, que le traitement dans les Institutions ait un personnel professionnel similaire a celui du Centre de Réception.

Parmi les principaux avantages des Centres de Réception, l'on trouve les suivants: 1°—Etude soigneuse des délinquents admis, au moyen d'un personnel compétent. 2°—Groupement basé sur des méthodes scientifiques pour permettre une plus grande spécialisation des programmes Institutionnels. 3°—Traitement basé sur une étude individuelle et soigneuse des reclus, depuis le moment de leur consignation au système correctionnel. 4°—Un programme solide d'orientation des reclus, pour faciliter leur adaptation à la vie institutionnelle et pour développer des activités qui vont lui permettre d'obtenir le meilleur avantage des opportunités offertes par l'Institution dans la préparation de leur éventuelle adaptation a la communauté.

Les premiers mois de séjour des reclus dans l'Institution sont d'une importance extrême; pendant ce temps, le reclus doit comprendre la signification qu'a pour lui l'Institution et les opportunités que celle-là lui offre pour son bénéfice. 5°—Amélioration des programmes Institutionnels basés sur l'étude minutieuse des caractéristiques et des nécessités du reclus, réalisés dans le Centre de Réception. Le Centre de Réception n'est pas surchargé des multiples éléments de l'administration et du fonctionnement des Institutions, motif pour lequel il peut se concentrer dans les problèmes principaux du reclus et dans le type de traitement nécessaire.

Une étude telle ne manquera pas de révéler la nécessité de la création d'Institutions additionnelles spécialisées non prévues dans le système Estatal, ainsi que la nécessité de l'amélioration ou de l'addition des facilités de traitement existentes dans les Institutions. 6°—Le développement de la recherche des causes et du traitement de la délinquance.

Du moment où l'on assigne des groupes de délinquents à des Centres de Réception, une excellente opportunité se présente pour faire des études référentes aux antécédents et aux caractéristiques des délinquents, et à travers la coopération avec d'autres Institutions, l'on obtient le succès dans les différents types de traitements.

Plusieurs de ces recherches-là, particulièrement de celles qui concernent les causes ou les éléments qui contribuent à la délinquance, ont comme but celui de fournir des connaissances qui aideront à la prévention de la délinquance et de la criminalité.

CHAPITRE III

EXÉCUTION DE LA PEINE ET TRAITEMENT DES DÉLINQUENTS

- a) JUGE D'EXÉCUTION
- b) DOSSIER DE PERSONALITÉ
- c) VERDICT INDÉTERMINÉ
- d) PRISON OUVERTE
- e) RÉGLEMENTS INTERNATIONAUX POUR LE
TRAITEMENT DES DÉLINQUENTS

JUGE D'EXECUTION

Lorsqu'il s'agit de modifier une décision judiciaire pendant son accomplissement, ce qui semble le plus logique est d'aller par devant un juge, pour remplir ces tâches-là. Cette question a signifié de grandes discussions en doctrine, s'étant posées plusieurs solutions. Analysons donc trois des principaux systèmes qui essaient de résoudre ledit problème:

1°) LE SYSTÈME ITALIEN

Le Code Pénal de 1930 créa le dénommé "Juge de Supervision", qui est la personne chargée de décider si le reclus peut travailler hors des murs de la prison et si l'on peut lui concéder la liberté conditionnelle. (Art. 144). La dénomination donnée à ce Magistrat indique clairement les intentions du Législateur, soit, de veiller à la légalité dans le traitement que l'on applique aux délinquents.

2°) LE SYSTHÉME PORTUGAIS

L'expérience de cette Nation est encore plus radicale. Dans sa loi du 16 mai 1944, on créa le "Juge d'Exécution des Peines", lui donnant des pouvoirs juridictionnels. Ce Magistrat agit comme Juge unique dans son Tribunal d'Exécution des Peines et peut décider au sujet de la périllosité de certains délinquents, ordonnant l'application correspondante de mesures de sécurité, même si dans le verdict condamatoire on n'aurait rien établi dans ce sens-là. Il peut également modifier, supprimer ou altérer ledites mesures, en accordant ou en niant la liberté conditionnelle.

Le Doyen, Dr. Belez Dos Santos, qui fut un des créateurs de cette législation, considérait que ledit Juge d'Exécution devait avoir "la plus grande et la meilleure connaissance possible de l'individualité du délinquant et des moyens par lesquels l'on pourrait influencer sur lui dans les formes les plus désirables". Ce Juge a à sa disposition les prontuaires et les dossiers des Tribunaux Condamnatoires et des Institutions Pénitentiaires respectives et possède la faculté de suggérer lequel sera le régime le plus convenable pour être appliqué à chacun des détenus qui sont sous sa juridiction. Cette Compétence donnée au Juge d'Exécution a une double fonction juridictionnelle et pédagogique¹³.

3°) SYSTHEME FRANÇAIS

L'Article 721 du Code de Procédure Pénale introduisit pour la première fois en France, depuis 1958, devant certains Tribunaux, la désignation d'un Magistrat chargé de l'application des peines. Les attributions de ce Juge sont diverses et ne se limitent pas seulement au régime

(13) Belez Dos Santos. "Le Juge d'Exécution Des Peines Au Portugal - "Revue Internationale de Droit Comparé - No. 3, An 1962.

des peines restrictives de la liberté conditionnelle, dans l'ajournement de l'accomplissement de la peine, en appliquant la période conséquente d'épreuves, et en fixant la résidence et veillant à réhabilitation et à l'assistance des libérés. Son intervention prend donc parfois la forme de conseil, et, parfois aussi, il décide sans possibilités de recours ultérieur. Le mérite principal de ce système consiste dans le fait que l'on essaie d'introduire beaucoup plus d'unité de conception dans les modalités d'exécution des diverses peines. Cependant, des critiques autorisées ont souligné le trait commun qui existe entre ce système et celui qui est en vigueur au Portugal: Le double caractère parfois juridictionnel, lorsque le Juge agit en sa qualité de Magistrat, et parfois administratif, lorsqu'il remplit des fonctions exécutives. Dans les deux cas, il exerce son autorité sans aucun contrôle, ni judiciaire, ni administratif¹⁴.

Ces trois formes d'intervention du Juge dans l'exécution des peines eurent leur origine dans la préoccupation existante de donner une plus grande garantie aux changements de ces peines et aux mesures de sécurité applicables pendant leur exécution; mais elles s'occupent à peine de la compétence spéciale que l'on requiert pour diriger l'application desdites mesures. C'est parce que le Juge est avant tout un juriste et que sa formation l'a préparé pour agir et dirimer des litiges, plutôt que pour administrer. En plus, en confiant les deux missions à la même personne, l'on perd une partie de ce qui constituait l'intérêt de l'intervention du Magistrat dans l'exécution des peines; ;l'impartialité du Juge qui décide, sans se mêler personnellement dans les incidents de la vie quotidienne de celui auquel il se réfère et dont il dispose.

Le Professeur Paul Cornil, dans son rapport présenté aux Journées Internationales de Criminologie, célébrées

(14) R. Scmelck et G. Picca. Pénologie et Droit Pénitentiaire, Pages 12-21. Paris, 1957.

en l'an 1969 dans le Province de Mendoza, Argentine, nous parle des dénommées "Commissions d'Exécution"¹⁵. Ce système du Juge d'exécution présente encore une autre faiblesse, à savoir: à mesure que l'observation et le traitement des délinquents réclament des techniques diverses, ledit Magistrat ne peut en apprécier l'usage et l'effet sans avoir recours à d'autres spécialistes. S'il décide de nommer des experts, la procédure sera lente et inefficace; par contre, la collaboration directe des experts, encadrés par le Juge dans une commission qui prend avec lui des décisions opportunes, est un Système Légal qui s'est déjà manifesté valide, et efficacement, dans divers pays, comme par exemple, en Belgique, lorsqu'elle appliqua sa Loi de Défense Sociale de 1931, revue en 1954 et aussi par les bons résultats obtenus dans le même pays par les commissions créées par la Loi de 1964, référentes à la suspension des peines, à leur ajournement par le moyen d'une période d'épreuves et au régime de la liberté surveillée.

En Amérique Latine, les studieux se sont aussi préoccupés du problème de l'exécution des peines et du Juge d'Exécution; ainsi, par exemple, nous trouvons qu'au Mexique l'on approuva récemment la Loi d'Exécution des Peines et qu'au Pérou il existe un avant-projet de Code d'Exécution des Peines, rédigé par l'éminent criminologue péruvien Dr. Carlos A. Bambarén, qui contient une série de dispositions de nouveau genre, dans lesquelles l'on concède au Juge d'Exécution Pénale, qui a la catégorie de vocal dans la Cour Supérieure, au nom du Pouvoir Judiciaire, les attributions suivantes: **a)** Surveiller l'exécution des sanctions pénales, en ce qui respecte les droits inaliénables du délinquant, en tant que personne humaine. **b)** Emettre leur opinion dans toute sollici-

(15) Paul Cornil. *Funciones de la Criminología en la Ejecución de las Penas y en el tratamiento de los Delincuentes*. Mendoza, Argentina. Juin 1969: Rapport présenté aux Journées Internationales de Criminologie.

tude de Liberté conditionnelle qui s'ajuste aux dispositions du Code Pénal. **c)** Intervenir, comme Président, dans toutes les tâches que l'on assigne au Patronat de Libérés et Reclus. Ce Juge dépendra directement du Président de la Cour Supérieure Pénale respective; il établira le lien avec les Directeurs des établissements Pénaux; l'on préverra des visites hebdomadaires aux établissements Pénitentiaires et l'on veillera à l'exécution des sanctions¹⁶.

Cependant, il existe aussi en Amérique Latine quelques uns, comme le Professeur José Cevero Caballero, de l'Institut de Droit Pénal de l'Université de Córdoba, Argentine, qui considère que l'on doit exclure toute ingérence du Pouvoir Judiciaire dans l'exécution de la peine, puisque cette matière doit être uniquement de la compétence des Autorités Administratives, car, au cas contraire et selon cet auteur, on pourrait entendre qu'il existerait une violation du Principe Constitutionnel de la Division des Pouvoirs.

C'est bien ce qu'il manifesta dans son rapport intitulé: "Institution du Juge ou du Tribunal d'Exécution Pénale", présenté aux Journées Internationales de Criminologie, en Argentine¹⁷.

Personnellement, je considère comme une nécessité l'établissement, dans les pays où il n'existe pas encore, d'un Juge d'Exécution de la Peine et d'une Loi qui la réglemente, puisque l'on ne peut laisser dans les mains des Autorités des Prisons, lesquelles n'ont pas, dans certains cas, les connaissances nécessaires pour cela, ce qui réfère aux peines. Le Juge, qui doit être un spécialiste dans la matière et qui doit avoir une préparation crimi-

(16) Carlos A. Bambarén. *Ante-Proyecto de Código de Ejecución Penal*. Lima, Perú, 1962.

(17) José Cevero Caballero. "Institución del Juez o Tribunal de Ejecución Penal", présenté aux Journées Internationales de Criminologie. Mendoza, Argentine, 1969.

nologique, puisqu'il est la personne chargée d'observer et de décider quand doit-on suspendre ou rabaisser une peine déterminée, doit être, nécessairement, la personne la plus adéquate pour surveiller cette partie du verdict, devant avoir en considération le fait que, principalement aux fins de la Défense Sociale, ce qui intéresse est la réinsertion et réhabilitation du reclus, lorsqu'il retournera pour vivre nouvellement au sein de la société.

DOSSIER DE LA PERSONNALITÉ

Le fait que, pendant le procès pénal on doive examiner la personnalité de l'inculpé, a été critérium unanime des pénalistes et des criminologues. Maître Benigno Di Tullio nous le disait bien, quand il affirmait: "Dans tous les Congrès Nationaux de Criminologie, de Droit Pénal et de Défense Sociale les plus importants de ces dernières années, les studieux ont été d'accord à affirmer qu'on ne peut pas continuer à juger et à condamner un homme sans connaître sa personnalité, les motifs qui causent son action criminelle et sa périllosité sociale"¹⁸.

Un des travaux les plus anciens sur cette matière, nous le devons au Juge belge Verceles, lorsqu'il se demandait: "...sommes-nous capables de comprendre le drame humain, sans la nausée du conformiste et sans la vertueuse indignation de l'élite?"¹⁹. C'est pour ce motif que le Juge Pénal doit tenir compte, au moment de dicter son verdict, du dénommé DOSSIER DE LA PERSONNALITÉ, qui n'est autre chose qu'une étude complète du sujet actif du délit, de son monde circonçant et du monde circonçant du fait. L'accumulation et l'étude de ces éléments, de la part du Magistrat belge, était très bien sélectionnée, démontrant ainsi sa vaste préparation crimi-

(18) Benigno Di Tullio. *Prenesse e Finalita della Criminologia Clinica*. In *rassegna di Stuti Penitenziari*.

(19) Ver "Le Dossier de la Personnalité". *Revue de Droit Pénal et Criminologie*. Janvier 1949. (Verceles).

nologique. Le monde du sujet actif du délit peut être, soit un foyer gai, constructif ou optimiste, ou bien un foyer indifférent, abrutisseur ou orageux, avec des scènes et réconciliations ininterrompues; le milieu professionnel dans lequel le sujet se meut peut être bon ou mauvais, selon l'habileté professionnelle du même.

Etant si important le sujet qui a commis le délit, il faut tenir compte de la synthèse de sa personnalité, on doit élaborer un véritable portrait du prisonnier, où l'on inclue les causes possibles de sa conduite délictueuse et les raisons que l'on conseille pour adopter telle ou quelle mesure judiciaire applicable au cas concret, en vue des avantages qu'elles puissent signifier pour l'individu. Dans l'examen psychologique de l'inculpé, on doit inclure l'étude sur l'intelligence, avec la détermination du niveau de la même et de ses réactions, sa motivation, son impulsivité. Il est d'une grande importance, d'après Verceles, que l'on pratique à l'inculpé l'examen psychopatique, en détachant spécialement la valeur des signes de cette classe.

Dans l'examen médical, on doit faire référence à la folie passagère, trouvée seulement au moment de l'acte criminel, au déséquilibre qui parfois coexiste avec un habit extérieur normal, avec une — apparence raisonnable et même avec une perfection verbale. Le déséquilibré est un être étrange à l'extrême, mythomane, impulsif, hypersensible, instable et humainement impotent. Généralement, il cache soigneusement la réalité de sa vie et il est possible qu'il masque, avec des attitudes extérieurement courtoises, ses vraies intentions. Il faut détacher, dans les psychoses, les formes dissimulées de la manie, et, dans les paranoïes, les aspects intermittents de la même. On doit aussi prendre en considération les toxicomanies, car, dans ces cas, leur importance est toute spéciale, puisqu'elles augmentent les impulsions et diminuent les résistances.

Il convient de détacher les modifications du caractère, ainsi que certaines attitudes rebelles ou méprisantes.

tes, des valeurs habituellement admises. Il y a des signes de conduite qui possèdent un relief singulier, comme, par exemple, les outrages, les violences verbales et les bagarres fréquentes. Nous devons considérer aussi quelques manifestations extérieures du criminel, comme, par exemple, le courage, le langage, l'hostilité envers le milieu ambiant envers la société et envers les membres de sa famille.

Dans cette relation familiale et sociale se détachent certaines situations de valeur criminogène, comme, par exemple, l'élection de l'épouse ou de la maîtresse, ou du mari, qui constituent, fréquemment, un signe révélateur de la personnalité, la stabilité du couple, les frictions qui peuvent conduire au crime libérateur. L'abandon des enfants. Le mépris envers les générations des aînés.

Dans le Dossier de la Personnalité, on doit considérer une autre série de données, telles que le facteur économique, abondance ou misère: délits de nécessité ou produits de l'oisiveté, désirs insatisfaits, élection de certaines amitiés. Le Professeur Mattys, dans son travail au sujet du Dossier de la Personnalité sur la procédure répressive, qui prédomine dans la justice punitive, place le fait comme mal social sur l'homme. Le verdict qui met terme au procès est une décision presque exclusivement objective. Seule la peine compte. Le désir de récupérer l'auteur est absent. La valeur guéritive de cette peine et sa mission de rédimmer demeurent en second terme. Il affirme qu'il faut substituer la recherche quantitative de la volonté du délinquant par son investigation qualitative²⁰.

Cette question a figuré comme thème central au Congrès International Pénal et Pénitentiaire célébré à la Haye en 1960, où il faut mentionner le travail présenté

(20) Henri Mattys. Le Dossier de la Personnalité dans la Procédure Répressive. Ext. Revue du Droit Penal et Criminologie. Fev. 1949.

par le Professeur Constant. L'éminent procéduriste vénézuélien, Dr. Angulo Ariza, se référant à la crise de la Justice Pénale, dans un rapport général présenté au Troisième Congrès International de Défense Sociale, après avoir critiqué durement la systématique actuelle établie dans les Codes de Procédure, presenta un projet versant sur les organes du procès et sur les différentes étapes de la procédure criminelle.

En se référant au procès sur la personne révisé par le Juge de la cause, il indique et recommande que ledit examen doit se baser sur une analyse criminologique de la personnalité, au moyen de: a) Expertises anthropologiques, pathologiques et psychiques du défendant. b) Une étude des facteurs familiaux et sociaux. c) Une étude de la nature de la conduite, recommandant ensuite que le dossier de la personnalité soit initié pendant l'instruction, simultanément avec le dossier levé sur les faits. Le Procéduriste vénézuélien recommande aussi l'utilisation, de la part du Juge, des dénommés Techniciens de la Personnalité, lesquels doivent être les assesseurs du Magistrat, se réservant toujours, celui-ci, la décision sur le dossier²¹.

Pour sa part, le Professeur Ernesto Battaglini, se référant à la personnalité de l'inculpé, nous disait: "On ne peut pas juger un inculpé en relation à un délit qui lui est attribué, ni appliquer la sanction correspondante, sans connaître la personnalité de l'inculpé"²².

En dernier lieu, la question s'est présentée, si le dossier de la personnalité doit s'instruire dans tous les cas, ou seulement dans quelques uns, dans certains pays on a

(21) Angulo Ariza. El Juicio. Rapport présenté dans la Séance Panaméricaine préparatoire du Troisième Congrès International de Défense Sociale. 1952.

(22) Ernesto Battaglini. L'Indagine Sulla Personalita del Suggeto Attivo del Beatto nel Processo Penale. Delito e Personalita. Pag. 495.

tenu compte seulement de la gravité du délit, c'est-à-dire, que l'on forme le dossier dans les cas de délits graves.

Je crois, personnellement, que le Dossier de la Personnalité doit s'instruire dans tous les cas, puisque nous ne pouvons pas considérer le délit en lui-même pour le dossier de la personnalité, mais la propre personnalité du délinquant. Pour tel motif, je suis partisan de former le dossier de la personnalité dans tous les cas, contribuant de cette façon à une meilleure technification de la justice et à un effort meilleur pour désigner des Magistrats qui possèdent des études spécialisées et d'amples connaissances criminologiques.

VERDICT INDÉTERMINÉ

Pour l'Ecole Classique du Droit Pénal, il était fondamental d'établir la détermination de la Peine. Celle-ci, on affirmait, devait être certaine et être pleinement déterminée d'avance et d'une manière fixe, par la Loi. Cette idée était basée sur le caractère expiatoire que l'on attribuait à la Peine. A tel délit commis doit être appliquée telle peine.

Mais, avec le passage du temps, jaillirent les théories modernes et le principe de l'individualisation de la Peine, où l'on doit considérer, non pas le fait commis, mais la personnalité du délinquant, devant cesser la mesure lorsque le délinquant se soit réformé. De ces courants modernes et de cet ensemble d'idées naquit l'expression: "VERDICT INDÉTERMINÉ", le-quel signifie qu'au moment de prononcer son verdict, le Juge impose une peine ou une mesure sans fixer sa durée d'une façon déterminée.

Sellin, définit le Verdict Indéterminé, disant que c'est celui où le Juge ne fixe pas une date déterminée pour la libération du condamné²³.

(23) L'Expérience de la Sentence Indéterminée aux Etats Unis
Revue de Science Criminelle et de Droit Comparé. 1951, p. 417.

Dans le Systhème de la Peine absolument indéterminée, le Juge prononce la classe ou type de la mesure ou de la Peine à appliquer, mais il s'abstient de dire quel est le minimum ou le maximum de sa durée; le condamné est interné dans un établissement et demeure à la discrétion de l'administration, laquelle indiquera la date où l'on mettra l'inculpé en liberté.

Si nous considérons le caractère individualisateur que possède le verdict indéterminé, basé sur le principe de l'individualisation pénale, nous pourrions dire que la Peine devra être appliquée seulement lorsqu'elle sera imposée dans le sens d'un traitement réformateur ou avec une tendance assurative contre des criminels dangereux, et, en tout cas, comme mesure de Sécurité. C'est à cause de cela que nous considérons le fait que, la Peine indéterminée autant que les mesures de sécurité, dans lesquelles l'indétermination est fondamentale, doivent être réservées pour les délinquants susceptibles d'être socialement réadaptés ou pour les criminels dangereux soumis à un régime de sécurité. Les fins du verdict indéterminé, soutiennent ses Défenseurs, sont basées sur la réincorporation du délinquant à la vie sociale. Ladite indétermination s'applique actuellement en Europe aux mesures établies pour les jeunes délinquants, pour les délinquants de vie désordonnée ou pour ceux qui sont réfractaires au travail, et avec aspiration réformatrice et guérissante pour les délinquants anormaux mentaux, alcoolisés et intoxiqués et même pour le traitement des jeunes réincidents²⁴.

Nonobstant l'acceptation qu'a pour beaucoup de personnes le verdict indéterminé, il a aussi un grand nombre d'oppositeurs. En général, les Pénalistes Français s'y opposent et y voient un grave danger. Contre ce principe, quelques uns d'entre eux se sont manifestés dans les Congrès Pénitentiaires Internationaux: Pinatel nous dit:

(24) Eugenio Cuello Calón. La Moderna Penología. Page 84.

“Il répugne à notre conscience nationale, passionnée, qu'elle est de la liberté individuelle”²⁵.

Nous pouvons dire, que le vrai danger pour la liberté individuelle, qui est attribué au verdict indéterminé, réside en sa forme d'indétermination absolue. Dans les condamnations limitées par le Juge a un délai maximum, ce délai ne peut s'excéder, en au cun cas, au dela de la limite fixée, constituant ainsi une vraie garantie pour l'accusé soumis à ce type de verdict. En lignes générales, nous pouvons dire que le verdict indéterminé tend à se généraliser en Europe et dans quelques pays Hispano-Américains pour des cas déterminés, traitement de jeunes délinquents, oiseux, alcoolisés, toxicomanes. Dans les Etats Unis de l'Amérique du Nord, la majorité des Etats de l'Union possèdent des Lois qui établissent le verdict indéterminé.

PRISON OUVERTE

Le régime ouvert signale l'apparition d'un nouveau type d'établissements Pénitentiaire informé par une philosophie punitive, essentiellement préventive et resocialisatrice, et implique une conception nouvelle dans l'exécution de la Peine privatrice de la liberté²⁶.

L'indéniable importance des Etablissements Ouverts se manifesta pour la première fois dans le XIIe. Congrès Pénal et Pénitentiaire célébré à La Haye en 1950, où l'un des thèmes était le suivant: Dans quelles mesures les Institutions Ouvertes sont-elles appellées a remplacer la Prison Classique?

(25) Jean Pinatel. *Traité Elémentaire de Science Pénitentiaire*. 1960. P. 78.

(26) Dr. Elias Neuman. *Possibilités et Limitations des Etablissements Pénaux. Ouverts. Journées Internationales de Criminologie*. Mendoza, Argentine. 1968.

Postérieurement, au premier Congrès de l'organisation des Nations Unies pour la prévention du délit et le traitement du délinquant, célébré a Genève, on aborda nouvellement le thème et une des recommandations dudit Congrès se prononçait en faveur de la Prison Ouverte.

A titre d'antécédents de la création de ces Institutions, nous pouvons signaler les Colonies pour vagabonds, fondées en Allemagne du Nord vers l'an 1880, ainsi que les études et les essais pratiqués dans quelques Cantons Suisses, expérimentations qui finirent par la fondation d'une Colonie Agricole, en Suisse, en 1895.

Postérieurement, après la fin de la deuxième Guerre Mondiale, on L'on avait une grande quantité de prisonniers et peu de place pour les loger, on commença à expérimenter, d'abord avec les détenus politiques et ensuite avec les délinquents communs.

Cette création constitue l'un des événements de l'histoire pénitentiaire, représentant une rupture avec le passé. Ce Régime supprime les moyens traditionnels physiques de rétention tels que portes d'une grande solidité, verrous, grilles aux fenêtres, murs élevés, etc., et aspire a créer dans le reclus la volonté de rester dans la prison. Le condamné qui y reste, ne s'y trouve pas retenu par la force physique, mais plutôt pour des raisons psychologiques; s'il ne s'évade pas, c'est parce qu'il est conscient d'être volontairement en prison.

Les partisans de ce type d'Institutions, font emphase dans le fait qu'il est nécessaire de remplir une série de conditions pour le bon fonctionnement de l'établissement; par exemple, ils signalent, que l'une des conditions les plus importantes consiste dans la sélection des reclus: ceux-ci doivent être rigoureusement choisis. Un autre des aspects est le déplacement, étant très important le fait d'avoir une grande surface de terre pour que les reclus aient ample liberté de mouvement, de même qu'un climat paisible. Le travail qui se rélise dans les établis-

sements ouverts doit être préférablement agricole et l'on doit bien choisir le personnel de ces institutions-là.

Parmi les principaux avantages signalés par les adeptes du système nous avons: 1°—Amélioration de la discipline. 2°—Amélioration de la santé physique et mentale du reclus, car, du moment qu'il peut se déplacer et vivre dans quelques aspects de l'air libre, sa santé sera meilleure. 3°—Facilité des relations convenables avec le monde extérieur et avec sa propre famille. 4°—Moins onéreux: les dépenses de construction sont beaucoup plus réduites que dans le cas de la prison traditionnelle qui requiert des constructions solides et grande quantité de personnel. 5°—Facilite l'obtention postérieure de travail pour le reclus. 6°—Permet la presque solution du problème sexuel pénitentiaire, puisque de cette façon on évite les unions fugaces que ne tendent qu'à un soulagement sexuel et permet aussi que la famille s'intègre davantage, malgré la détention du chef du foyer.

Parmi les principaux inconvénients signalés, on place en premier lieu les évasions. Les critiques du système de la prison ouverte disent qu'il y a grand danger d'évasions.

Nonobstant cela, les statistiques d'une bonne quantité de pays européens et d'Etats de l'Union Nord Américaine ont prouvé que l'indice d'évasions est presque nul.

Un autre des désavantages signalé par les oppositeurs du système est l'existence de relations parmi les condamnés, ce qui pourrait être dangereux et n'arrive pas dans les prisons traditionnelles. Ses détracteurs insistent aussi dans le fait que la fonction intimidatoire de la peine diminue. Cependant, nous sommes d'accord avec le criminologue argentin Dr. Elías Neuman, dans le sens que nous croyons fermement à la prison ouverte, si l'on procède soigneusement à son implantation, parce qu'elle offre à tous les pays où elle s'applique une réponse humaine et créative pour racheter des hommes et des femmes du sub-monde du crime.

RÈGLEMENT DE LA LOI DU RÉGIME PÉNITENTIAIRE DES DÉLINQUENTS

Dans une réunion de la Commission Internationale Pénale et Pénitentiaire, célébrée à Berne, le 1er. juillet 1925, on proposa la définition des droits minimes des personnes privées de liberté, par décision judiciaire. La proposition se référait concrètement aux problèmes pratiques de l'administration pénitentiaire, tels que la surface minimum des cellules, la surface des salles de réunions, la taille des fenêtres, l'alimentation et l'habillement, les exercices à l'air libre et les visites, c'est-à-dire, les conditions physiques de vie dans les établissements pénitentiaires et leur administration.

Cependant, l'on y mit clairement en relief que les normes qui furent adoptées ne devaient pas être aussi exigeantes, que les pays les moins prospères se virent dans l'impossibilité de les appliquer; en plus, elles devaient être applicables à toutes les catégories de reclus, quel que fût le motif de la réclusion.

Les règles minimes devaient être utiles pour les chefs des administrations pénitentiaires qui, même dans les pays industrialisés, seraient à même de les utiliser pour justifier les crédits nécessaires pour les réformes des prisons²⁷.

Antérieurement, dans le Congrès Pénitentiaire de Prague, en 1930, on présenta un document qui contenait cinquante cinq (55) règles. Dans ces règles, on recommandait que l'on limitât le nombre des reclus de chaque prison, pour ne pas obstaculiser l'individualisation et le traitement.

Pour traitement, il faut entendre la forme dans laquelle les reclus sont traités, dans le sens d'être maniés

(27) Paul Cornil. Les Regles Internationales pour le Traitement des Délinquents. Revue Internationale de Politique Criminelle. No. 28.

ou dirigés, ou bien, suivant la terminologie médicale, on peut utiliser le terme somme, synonyme de rééducation ou réhabilitation.

Ce dernier sens s'est converti en un symbole des Doctrines contemporaines de Défense Sociale, qui fait emphase dans la prévention et considèrent, par conséquent, le traitement, comme une "prévention secondaire", et ceci, comme un moyen pour empêcher l'aggravement des infractions de la Loi, lorsque la société n'arrive pas à les faire disparaître. Toutes les normes internationales au sujet de ce point tournent d'une certaine façon autour du mot "traitement".

En approuvant la lettre des Nations Unies, les Etats membres décidèrent que le Conseil Economique et Social pourrait faire des recommandations pour promouvoir le respect aux droits humains et aux libertés fondamentales de tous. (Art. 62). L'on convint aussi que le Conseil pourrait faire des arrangements avec les Etats membres, pour obtenir des informations au sujet des mesures prises pour rendre effectives leurs propres recommandations.

Ces recommandations constituent le moyen le plus efficace pour fixer des règles internationales, même si elles n'obligent pas les Gouvernements et même si ceux-ci ne soient pas obligés à les ratifier, mais on y demande habituellement aux Etats membres qu'ils informent périodiquement sur leur application. Les règles minimales pour le traitement des reclus, approuvées par le Premier Congrès des Nations Unies au sujet de prévention du délit et traitement, divise son articulé en deux parties: Une première, qui contient des règles d'application générale, indiquant que les mêmes doivent être appliquées impartialement. L'on ne doit pas faire des différences de traitement, fondées sur des préjugés, principalement de race, couleur, langue, sexe, religion, opinion politique

ou quelque autre opinion d'origine nationaliste ou sociale, fortune, naissance ou une autre situation quelconque (Art. 68)²⁸.

Dans cette première partie, on inclue des dispositions au sujet de l'enregistrement pour la classification de détenus, ainsi que pour ce qui se rapporte à la séparation des catégories, aux locaux destinés aux reclus, l'hygiène personnelle, l'alimentation, les services médicaux, la discipline et les sanctions, les abolitions des systèmes coercitifs, l'information des droits de plaintes des reclus, la religion, le contact avec le monde extérieur et le personnel pénitentiaire.

Dans la seconde partie, on dicte des règles applicables à des catégories spéciales, comme par exemple: on dicte une série de normes rectrices et on parle du traitement, de classification et d'individualisation, de privilèges, de travaux, d'instruction, de récréations, de relations sociales et d'aide post-pénitentiaire.

Parmi les règles, on trouve des normes que beaucoup de Gouvernements appliquent déjà dans leurs pays et que beaucoup de Pénologues et d'Administrateurs connaissent bien par les réunions et les publications des Nations Unies.

Ainsi, par exemple, nous avons, qu'en Argentine, la Direction Nationale des Etablissements Pénaux promulga en 1956 un règlement applicable aux reclus qui n'avaient pas encore été jugés, en tenant compte des dispositions pertinentes de la Règle. L'adoption de ces dernières donna un nouvel élan à un mouvement antérieur, tendant à compléter le Code Pénal avec une Loi Pénitentiaire, de caractère national.

(28) Reglas Mínimas para el Tratamiento de los Reclusos y Recomendaciones Relacionadas. Criminología, N° 4. Mexique, avril 1969.

Un groupe d'experts, constitué en 1956, rédigea une Loi sur les Prisons, ratifiée en 1958, dont le préambule signale, qu'étant données les conditions et les possibilités du pays, son propos est de promouvoir la réhabilitation sociale des condamnés, conformément aux nouvelles orientations de la criminologie et aux principes qui figurent dans les règles minimales.

En Europe, une grande quantité de pays informe qu'ils ont terminé, ou du moins initié une réforme de leurs dispositions pénitentiaires depuis la promulgation des règles.

Le Code de Procédure Pénale de la France, revu en 1957 et publié avec les décrets et règlements correspondants, contient un chapitre sur le procédure pour l'exécution des peines, ou l'on signale: "...les textes qui composent ce cinquième livre du Code de Procédure Pénale s'inspirent dans les principes que figurent dans la résolution 663-C du 31 juillet 1957. Pour sa part, la Loi vénézuélienne de 1961, sur le système pénitentiaire, incorpore les recommandations des Nations Unies pour le traitement du délinquant dans ses chapitres relatifs à l'observation et à la classification de la population pénale, du travail éducatif, de l'assistance médicale, des méthodes disciplinaires, de l'assistance sociale, du traitement progressif, des centres spécialisés pour l'observation et la classification des femmes et des jeunes, des malades mentaux et des établissements ouverts. Plus loin, en traitant le chapitre référant à notre législation, nous amplifierons ces conceptions.

CHAPITRE IV

- a) **LOI DU RÉGIME PÉNITENTIAIRE ET SON RÉGLEMENT**
- b) **RÉGLEMENT DE SUJÉTION DE SURVEILLANCE A L'AUTORITÉ**
- c) **PROJET DE LOI DE SUSPESION DE LA PEINE**

LOI DU RÉGIME PÉNITENTIAIRE ET SON RÉGLEMENT

Le Vénézuéla possède une de lois les plus modernes de l'Amérique en cette matière, puisque, en l'an 1937, un projet de Loi du Régime Pénitentiaire fut présenté dans le rapport du Dr. Tulio Chiossone, lequel projet, dûment approuvé par le Congrès National, devint loi, qui dérogea celle du 2 juin 1926.

La Loi de 1937 introduisit une série de normes pour la séparation des prisonniers, la suppression des châtiements et des mesures infamantes, la séparation des femmes des hommes, ainsi que l'inclusion de toute une série de normes concordantes avec les théories modernes de Droit Pénitentiaire pour l'époque*.

La Loi actuelle date du 17 juillet 1961, et dans ses dispositions générales, elle établit que l'accomplissement des peines sera utilisé pour essayer la réhabilitation du reclus et sa réadaptation sociale.

(*) Tulio Chiossone. Apuntaciones de Derecho Penitenciario. San Juan de los Morros. 1954.

CLASSIFICATION

De la conformité avec la Loi, on prendra en considération: le sexe, l'âge, la nature et la classe du délit, les antécédents pénaux, le grade de culture, la profession ou métier, l'état de santé, les caractéristiques de la personnalité et de manière spéciale, la nature et la durée de la peine. On établit ladite classification comme obligatoire pour les reclus condamnés à des peines supérieures à une année, étant ladite classification potestative pour les condamnés à des peines moindres d'une année.

Cette Loi prévoit que l'observation des reclus se réalisera dans les Instituts créés spécialement à cet effet.

Dans les établissements pour femmes, lesquels doivent être spéciaux, le personnel en charge sera uniquement féminin. L'on prêter une attention toute spéciale aux recluses enceintes et lactantes, lesquelles seront exemptées du travail et des autres obligations inhérentes au traitement, qui soient incompatibles avec leur état. Elles pourront conserver leurs enfants de moins de trois (3) ans.

Les jeunes gens, entre 18 et 21 ans, et les délinquants primaires âgés de moins de 25 ans, s'ils ont un diagnostic criminologique favorable, seront destinés à des établissements spéciaux pour jeunes gens.

Quant aux reclus qui présentent des symptômes de maladie mentale, après le rapport médical correspondant, ils seront transportés à l'annexe psychiatrique pénitentiaire pour leur traitement. De même, les reclus qui présentent des symptômes d'anormalités psychiques qui ne correspondent pas à des maladies mentales proprement dites, seront transportés au Centre pour anormaux.

On a contemplé également, dans notre Loi, l'établissement ouvert, lequel pourra être organisé soit comme établissement spécial ou bien comme annexe d'un autre

établissement pénitentiaire. Ces établissements pourront aussi fonctionner comme des Colonies Agricoles Pénitentiaires.

Dans le chapitre référant au travail, on établit que le même est obligatoire, avec les modalités et les exceptions prévues par les Lois, étant préféramment sa finalité du type éducatif, et en aucun cas de caractère afflictif; on établit que la durée de la journée de travail et la protection de la santé seront régulées par la Législation du Travail.

Dans la même forme, ledit travail sera rémunéré équitablement, ayant comme but que le reclus, lorsqu'il retournera à la vie normale, ait une profession technique ou ait perfectionné la sienne antérieure.

Un des principes les plus importantes de cette Loi est le principe de la progressivité, prévu dans l'Article 7 de la même, lequel nous dit: "Les systèmes et les traitements seront conçus pour leur développement graduellement progressif, ayant comme but d'augmenter dans le reclus le respect pour soi-même, les conceptions de responsabilité et de convenance sociales et la volonté de vivre conformément à la Loi" *.

Ayant ce principe comme base, les reclus dont la conduite le mérite et dont l'évolution le permette, pourront obtenir des sorties transitoires, même jusqu'à quarante huit (48) heures, dûment surveillées, et sous caution dans des cas déterminés. Ces sorties seront concédées par le Directeur de l'établissement, après un diagnostic négatif de périllosité.

Dans la Loi, on prévoit également la destinée à des établissements ouverts, laquelle pourra être concédée par le Ministre de la Justice aux reclus qui aient séjourné pendant non moins de deux (2) ans dans l'établissement

(*) Loi du Régime Pénitentiaire. Gaceta Oficial de la República de Venezuela, N° 706, Extraordinaire.

pénitentiaire désigné pour l'accomplissement de leurs peines respectives, ayant mené une conduite exemplaire et dont le diagnostic de périllosité ait été négatif et dont le pronostic psycho-criminologique ait aussi été favorable.

Elle dit aussi, du travail hors des établissements pénitentiaires, qu'il sera organisé par groupes que l'on appellera des détachements, lesquels fonctionneront sous la direction du personnel des services pénitentiaires.

On établit un système de liberté conditionnelle comme dernière période de l'accomplissement de la peine, d'accord à la conduite et aux examens du reclus.

Les personnes majeures de soixante-dix (70) ans pourront obtenir leur liberté conditionnelle après avoir payé la moitié de la peine.

REGLEMENT DE LA LOI DU RÉGIME PÉNITENTIAIRE

Ce règlement fut dicté pour compléter la Loi de 1937, déjà dérogée; mais il est encore en vigueur en tout ce qui ne s'oppose pas à la Loi actuelle, de 1961.

Dans le règlement, on établit qu'aussitôt que le reclus fait son entrée à l'Institut Pénitentiaire, on procédera à lui ouvrir un casier qui doit contenir, entre autres, les mentions suivantes: Nom et Prénom du reclus, âge, lieu de naissance, filiation, état civil, profession ou métier, délit, grade d'instruction, stature, mesure de la brasse et autres données anthropométriques et physiologiques.

Ces données anthropométriques furent introduites pour la première fois dans la Législation Vénézuélienne, et concrètement dans le règlement cité, par son rédacteur, Dr. Tulio Chiossone, désigné à cette époque comme **Inspecteur de Prisons et Etablissements Pénitentiaires Nationaux**. Le Professeur Chiossone introduisit et organisa le système de l'étude de la personne des condamnés et

établit pour la première fois la fondation de l'identification dactyulaire et anthropométrique au moyen des méthodes de Vucetich et Bertillon, créant ainsi le casier pour établir le record de conduite à fin que chaque condamné eût son dossier et pût prouver son comportement aux effets de la réduction de la peine.

Ces casiers étaient les suivants: a) Identification dactyulaire. b) Livret psychiatrique ou l'on discriminait et prenait en considération tout le cours vital du prisonnier. c) Casier d'observations personnelles. d) Casier sur les données du délit. e) Casier anthropologique*.

Dans le règlement, on établit aussi tout ce qui se rapporte au personnel Pénitentiaire, ainsi qu'à l'administratif et éducatif des établissements Pénitentiaires. On crée le service de l'instruction primaire obligatoire, à fin d'éradiquer l'analphabétisme.

RÈGLEMENT DE SUJETION DE SURVEILLANCE A L'AUTORITÉ

Le règlement en référence régle les peines accessoires imposées à l'inculpé, ainsi que leur application et leur fonctionnement lorsqu'il sort en liberté. On établit ici que l'on doit pourvoir au prisonnier d'une cédule de surveillance signée par le Directeur ou par le Chef de l'Institut Pénitentiaire, ou il faut noter une série de données, telle que: signaux physiologiques, photographies, empreintes dactyulaires, lieu choisi comme résidence, itinéraire qu'il va suivre et date à laquelle la période de surveillance terminera.

Cette cédule doit être présentée par l'inculpé à la première Autorité Civile de la Paroisse ou Municipale ou il va résider; ce fonctionnaire doit noter toutes les circonstances relatives à la conduite.

(*) Dr. Tulio Chiossone. Temas Sociales Venezolanas. Tipografía Americana. Caracas, 1950. P. 184.

Chaque fois que le libéré changera de résidence il devra se présenter devant l'autorité civile correspondante pour revision de son casier et le fonctionnaire devra notifier au Département respectif du Ministère des Délations Intérieures a cet effet.

Dans la pratique, nous pouvons dire que le présent règlement ne s'applique pas, car si bien il est vrai que lorsque l'inculpé sort en liberté, on le pourvoit de son casier respectif, il ne remplit presque jamais l'obligation de se présenter périodiquement devant les autorités civiles, puisque ceux-ci ont une autre série d'occupations qui absorbent pratiquement tout leur temps, motif pour lequel il serait désirable que l'on créât des commissions come celles qui existent dans d'autres pays en matière de "probation".

PROJET DE LOI DE SUSPENSION DU PROCÈS ET SUSPENSION DE LA PEINE

L'entassement dans les prisons vénézuéliennes a été un problème grave qui devient chaque fois plus aigu. Le dernier cadre statistique de la Direction des Prisons nous présente une situation réellement chaotique. En effet: dans une population pénale de treize mille sept cents quatre vingt et onze (13.791) internés, seulement deux mille trois cents soixante dix neuf (2.379) figurent comme condamnés; c'est-à-dire, que leur procès est terminé; le reste, c'est-à-dire onze mille quatre cents douze (11.412), est encore soumis à proces.

Cette circonstance, unie au rythme de croisement de la population vénézuélienne, qui fait que dans quelques dix années cette population aura doublé de nombre, est depuis longtemps la préoccupation des pénologues et des criminologues vénézuéliens.

A cet effet, le Ministre de la Justice désigna une commission intégrée par les Docteurs Orlando Contreras Pulido, Elio Gómez Grillo, Argelia Benarroch y José Ve-

tencourt à fin qu'ils rédigent un projet de Loi de Suspension du Proces et de la Peine, lequel fut présenté au Ministre de la Justice en avril de l'année en cours *.

Le projet en référence, inspiré dans la Loi Belge de 1964, se rapporte à deux aspects fondamentaux, a savoir: a) Suspension du Procès; et b) Suspension de la Peine.

a) SUSPENSION DU PROCÈS

Cette mesure est bénéficiouse aux délinquents primaires, et le Juge peut se prononcer sur la suspension après que l'arrêt de détention est ferme et lorsque le fait commis amérite peine corporelle non majeure de cinq années dans sa limite maxime. Dans ce sens, je partage le critérium du criminologue vénézuélien Reinaldo Escala Zerpa *, lorsqu'il dit ne pas être d'accord en ce qui concerne l'arrêt de détention, puisqu'il est su, parmi ceux qui fréquentons les Tribunaux Pénaux, qu'un arrêt de détention peut devenir ferme en peu de temps et, de cette façon, certains délinquents pourraient sortir en liberté après à peine quelques jours de réclusion.

Dans les lignes générales, nous pouvons qualifier le projet de Loi comme tendant à appliquer pour la première fois dans notre pays le principe de l'individualisation de la peine, supérant ainsi la forme anti-juridique consistente en l'application d'une doctrine pénale pour les différents cas de délits commis.

La mesure de suspension peut être dictée d'office ou sur la demande du Fiscal du Ministère Public ou de celle du détenu. On introduit pour la première fois dans notre

(*) Avant Projet de Loi de Suspension du Proces et de la Peine. Ministère de la Justice, avril 1971.

(*) Reinaldo Escala Zerpa. El Mundo de la Criminología. Journal "El Mundo". 22 avril 1971.

pays la faculté conférée au Juge Instructeur dans l'opportunité de se prononcer au sujet de la détention de l'indicié d'un délit frauduleux, et, pourvu que les conditions exigées par la Loi concourent, de s'abstenir de dicter arrêt de détention, ne dictant que seulement l'arrêt de soumission à procès. Cette modalité ne s'appliquant au Vénézuéla, jusqu'à maintenant, que dans les cas des délits coupables, ou il était potestatif, de la part du Juge, de dicter un arrêt de soumission à procès ou un arrêt de détention.

Dans la suspension du procès, on exige l'engagement du l'inculpé de se soumettre aux indications du travailleur social que le Juge lui assigne, ainsi que de ne pas changer de résidence sans accord au préalable avec le travailleur social respectif.

b) SUSPENSION DE LA PEINE

Ici, l'on stipule des conditions analogues à celle de la suspension du procès et le condamné s'engagera à faire effective la responsabilité civile, à moins que le Juge, pour des raisons justifiées, l'en libère. Au moment de prendre n'importe laquelle de ces mesures, le Magistrat doit considérer le rapport sur la personnalité et les conditions de vie de l'inculpé, présenté par le travailleur social respectif. On contemple aussi que le Juge, lorsqu'il l'estime convenant, peut demander un rapport dressé par une équipe scientifique intégrée par un travailleur social, un psychiatre ou un sociologue et un criminologue.

A titre de mesure de Défense Sociale, on établit que la suspension du procès ou de la peine sera révoquée lorsque le favorisé aura été condamné, à cause d'un nouveau délit, à une peine corporelle, ou qu'on l'ait soumis à une mesure correctionnelle privative de la liberté.

Une des dispositions de la Loi que, personnellement, en tant qu'avocat en exercice, je trouve des plus adéquates, est celle qui se réfère à éviter que la mesure de suspension ou sa révocation figurent dans le certificat d'antécédents pénaux du favorisé. Ceci a constitué, jusqu'à présent, un problème grave dans notre pays, étant donné le fait que, lorsqu'un reclus sort de la prison et va chercher son certificat d'antécédents pénaux pour obtenir un emploi, on lui met, à l'envers dudit certificat, les mesures auxquelles il a été soumis, motif par lequel personne ne veut l'employer. Ce fait aggrave énormément la situation, car, quand un homme sort dans la rue après quelques mois ou années de réclusion et ne trouve pas d'emploi, dans plusieurs cas il se sentira forcé à réincider dans la commission de délits pour l'entretien de sa famille ou de ses propres nécessités.

Pour terminer, je désire soumettre à la Présidence de la Section Pénitentiaire du Huitième Congrès International de la Défense Sociale les recommandations suivantes:

RECOMMANDATIONS

Première:

Que le traitement Pénitentiaire ait pour objet l'obtention de l'individualisation de la Peine, en vue de la réinsertion Sociale du Reclus.

Deuxième:

Qu'au lieu de la Prison, pourvu toujours que cela soit convenant et possible, l'on applique les divers substitutifs de la privation de la liberté, tels que la peine d'amende, la liberté conditionnelle, la liberté surveillée, la suspension conditionnelle de la peine et le régime d'épreuve.

Troisième:

Que, dans les pays où ils n'existent pas, l'on crée des Tribunaux et des Lois d'Exécution de Peines.

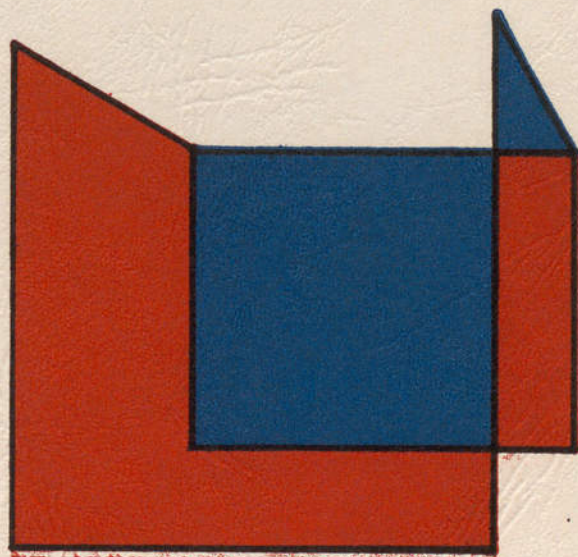
Quatrième:

Que l'on recommande aux Pays, l'inclusion, dans leurs Lois Pénitentiaires, de l'ensemble de règles minimales pour le traitement du délinquant.

RENE BUROZ ARISMENDI

ENRIQUE RIVAS GOMEZ

ASPECTOS PENITENCIARIOS
DE LA
INDIVIDUALIZACION JUDICIAL



PONENCIA AL OCTAVO CONGRESO
DE DEFENSA SOCIAL

PARIS 1971

Dr. René Buroz Arismendi

Miembro de la Asociación Interamericana de Estudios Criminológicos

Miembro de la Sociedad Internacional de Criminología

Miembro de la Sociedad Española de Criminología

Miembro de la Federación Argentina de Criminología

Miembro de la Sociedad Internacional de Derecho Penal

Miembro de la Federación Interamericana de Abogados

Miembro de la Asociación Internacional de Jóvenes Abogados

Miembro del Instituto Latinoamericano de Defensa Social

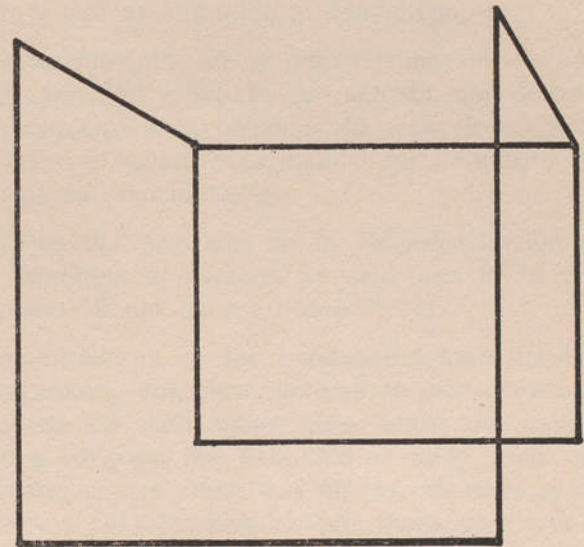
Miembro del Colegio de Abogados del Distrito Federal, Venezuela.

RENE BUROZ ARISMENDI

ENRIQUE RIVAS GOMEZ



ASPECTOS PENITENCIARIOS
DE LA
INDIVIDUALIZACION JUDICIAL



PONENCIA AL OCTAVO CONGRESO
DE DEFENSA SOCIAL

PARIS 1971

CAPITULO I

ANTECEDENTES

Quizás la etapa más importante de la Individualización de la Pena, es la penitenciaria, que se desarrolla durante el tratamiento a que es sometido el condenado.

Elemento fundamental de la individualización en esta fase, es la observación y estudio del penado, que permite conocer el tratamiento más conveniente para su readaptación social, como el sujeto reacciona al tratamiento y las posibilidades de su resocialización.

Los orígenes del principio de la individualización de la pena, se remontan al derecho Romano con la famosa frase de Ulpiano "Suum cuique tribuere" (1).

Los administradores de los establecimientos penitenciarios, al enfrentarse con gran cantidad de dificultades en el tratamiento de los condenados, conscientes del fracaso de los métodos antiguos, han aceptado de buen grado que se hagan investigaciones científicas en las prisiones, a ver si de esta forma solucionaban aunque fuera en parte la gran cantidad de problemas que se les presentaban con la población penal (2).

Lombroso fue autorizado para examinar a gran cantidad de detenidos en las cárceles italianas, y es de todos conocidos el estudio del célebre criminólogo, que dió origen a su famosa tesis del criminal nato.

-
- (1) Eugenio Cuello Calón. "La Moderna Penología". Barcelona 1958, Tomo I.
- (2) Paul Cornil. "Funciones de la Criminología en la Ejecución de las Penas y en el Tratamiento de los Delincuentes". Mendoza, Argentina, Junio de 1969.

En Inglaterra un grupo de médicos de establecimientos penitenciarios estudió en 1902 a más de 3.000 condenados, a objeto de verificar las hipótesis formuladas por los criminólogos, y en especial por los de la Escuela Italiana. Los resultados de esta investigación fueron publicados en 1908, por el doctor Gering.

El primer centro para el estudio de los reclusos, fue creado en 1907 por el doctor Vervaeek, en la prisión de Bruselas; este mismo científico fue el que destacó por primera vez, en el Primer Congreso Internacional de Criminología de Roma, en 1938, el estudio de la personalidad del delincuente; la cual, según él, debe ser descompuesta y explorada en cada uno de sus elementos. Las largas experiencias penitenciarias de Vervaeek le permitieron seleccionar lo que preferentemente interesaba analizar en ella. En primer término, debe prestarse atención a su presupuesto biológico, es decir, el patrimonio hereditario y la constitución personal, como es el hombre. Importa luego llevar a cabo el examen del medio social del delincuente, anterior al delito, desde la familia hasta la profesión, las relaciones y las diversiones. Hay que practicar un examen especial y experimental de la mentalidad del delincuente y acusar en la medida de lo posible la acción de los factores criminógenos, endógenos y exógenos. El delito es la suma de la personalidad y el mundo circundante, muchas veces inseparables, y, salvo raros casos, no es el resultado de un sólo factor. Confiaba mucho el Dr. Vervaeek en este examen criminológico, practicado sobre el recluso, y reclamaba un método internacional uniforme para llevarlo a efecto. Con carácter general había visto Vervaeek este problema, cuando declaraba en su citado rapport: "La solución de los complejos problemas de la criminalidad exige un conocimiento exacto de la personalidad de los delincuentes, para poder determinar en cada caso las medidas individualizadas que tengan mayores posibilidades de enmendarlos, de readaptarlos a la vida social y de prevenir su reincidencia". Tales afirmaciones no se refieren sólo al tratamiento penitenciario del hombre sen-

tenciado, sino a la sanción adecuada al hombre, que ha de pronunciarse en la sentencia (3).

En Baviera el Dr. Viernstein ha dirigido desde 1923, un servicio de exámenes crimino-biológicos de los penados, buscando simultáneamente el medio científico de controlar dichas teorías, más los correspondientes objetivos prácticos. Una de las principales preocupaciones del mencionado científico era distinguir a los individuos reeducables, de los no educables.

En la actualidad el estudio del penado durante la fase de ejecución penal aspira a dos puntos principales: 1º) determinar su grado actual de adaptación social o inadaptación; 2º) conocer si posee o no condiciones de readaptabilidad. En atención a estas finalidades deberá ser trazado el tratamiento que se considere más apropiado.

Los organismos encargados de la observación de los delincuentes generalmente varían de un país a otro; en algunos por ejemplo, existen centros de selección, cuya función es efectuar su observación, proceder a su clasificación y establecer el tratamiento adecuado; éste es el caso de los Centros de Selección de Inglaterra y Francia; de la Comisión de Clasificación de Nueva Zelandia; de los Centros de Orientación de California y Francia y de los Institutos de Clasificación de la Argentina y el Brasil (4).

En los países donde existe este tipo de centros, el condenado es sometido cuando llega al establecimiento a un examen más minucioso que confirme o modifique el diagnóstico establecido en los que le han practicado con anterioridad; y de conformidad con su resultado se establece un programa concreto de tratamiento de carácter provisional, ya que la observación puede renovarse en base a una modificación del régimen, o de la transferencia a otro esta-

(3) Mariano Ruiz Funes. "La Personalidad del Delincuente en el Juicio Penal". Revista de Derecho Penal, Argentina, 1951.

(4) Marc Ancel. "Los Métodos Modernos del Tratamiento Penitenciario".

blecimiento. En los lugares en donde no existen centros de selección se somete al condenado al ingresar en la prisión a un examen efectuado por el médico, el capellán y el asistente social, con colaboración del educador y del director del establecimiento, quienes en la gran mayoría de los casos y en los países donde sus leyes penitenciarias lo permiten, forman las Juntas de Conducta. Efectuado dicho examen, se le abre al condenado una ficha denominada médico-psicológica y social. Sin embargo hay que destacar que en una gran cantidad de países estos organismos se hallan todavía en embrión y los exámenes sólo se le practican a determinadas categorías de penados, mientras otros, en un número quizás más crecido, no son objeto de tal observación. Sin embargo, esta observación no alcanza su fin con la sola aplicación de métodos científicos; todo debe ser tomado en cuenta; el comportamiento en el establecimiento, rendimiento en el trabajo, empleo del tiempo libre, empleo del peculio, relaciones familiares, relaciones con los demás reclusos y con el personal. La realidad total del hombre, decía De Greef (5), y en un diagnóstico sujeto a revisión con carácter de probabilidad y manteniendo una actitud hipotética. La observación ha de ser continua y prolongarse durante el tratamiento con empleo de nuevos medios que permitan conocer la evolución del sujeto. Si el examen es aislado, no da más que una idea estática del psiquismo del criminal, originando un peligroso dogmatismo. Solamente una observación constante de carácter dinámico nos permitirá apreciar las reacciones del penado al tratamiento al que es sometido; la aparición de señales de reforma o mejoramiento de su conducta y si los progresos realizados en este camino llevarán a una efectiva readaptación social del sujeto. Este tratamiento debe ser controlado y seguido muy de cerca por la autoridad judicial o por comisiones en las que dicha autoridad tengan voz preponderante. Hasta el momento,

(5) E. De Greef. "El Examen Médico-Psicológico y Social de los Delincuentes". Revista de Derecho Penal y Criminología, 1953, página 605.

su control había sido única y exclusivamente de la administración penitenciaria; pero la observación de la garantía ejecutiva que protege la legalidad de la ejecución penal, para una mayor seguridad de los derechos del recluso, debe estar sometida a la intervención y vigilancia de la autoridad judicial. Un asunto que tiene una íntima vinculación con la intervención amplia del Juez en la ejecución de la pena, fue resuelto en el Congreso Internacional de Defensa Social celebrado en Amberes en 1950; en él se acordó, que aun contando ampliamente con la colaboración de la administración penitenciaria y del elemento técnico, "toda decisión final sobre la naturaleza y duración de la medida y en general de toda nueva privación o restricción de la libertad personal, debe depender del Juez o de un organismo que presente las mismas garantías constitucionales (6). En tal virtud, conforme a la resolución adoptada en dicho Congreso sería de la competencia de la administración penitenciaria, la aplicación del tratamiento prescrito; pero en todo lo referente a la determinación de la clase de pena o medida, al acortamiento o prolongación de su duración o a la imposición de nuevas privaciones o restricciones de la libertad, se requiere la intervención de la autoridad judicial, o de un organismo de este carácter. Sería de desear que en los países donde todavía no existan, se creen los jueces o tribunales de ejecución de penas. Tal como hemos observado, los estudiosos en penología conciben esta fase de la individualización penitenciaria como una constante actuación sobre la persona del condenado, quien debe ser observado y estudiado permanentemente, hasta conseguir el tratamiento adecuado para adaptarlo a sus reacciones, conociendo así la atenuación, la desaparición o la persistencia de su peligrosidad. Individualización continua donde se adoptan las peculiaridades psíquicas, biológicas y sociales del sujeto que tienden a mejorar su conducta para obtener la función principal de la administración penitenciaria y de las autoridades que se ocupan del condenado, la cual es

(6) Rev. Internationale de Defensa Sociale, 1954, Nos. 1 y 2, pág. 20.

su reincorporación a la sociedad. En muchos países europeos esta individualización se ha llevado a la práctica y tal es el caso de la organización Inglesa, donde uno de los más estudiosos de ese país, Leonel W. Fox, nos decía: "No olvidemos cuando hablamos de tratamiento individual, que esto significa sencillamente, que hacemos lo que nos es posible para adaptar cada individuo al régimen general de modo que pueda aprovechar el máximo de las ventajas de este régimen. No se trata de confeccionar un programa particular de tratamiento especial adaptado a las necesidades físicas, mentales y morales de un individuo" (7).

(7) Leonel W. Fox. "La Revision Periodique Du Traitement Prescrip". Revista Internacional de Política Criminal, 1953, pág. 79.

CAPITULO II

a).— VENTAJAS Y FUNCIONAMIENTOS

b).— SISTEMAS DE CLASIFICACION

VENTAJAS Y FUNCIONAMIENTO

El término "clasificación", ha venido siendo usado en el campo de la administración correccional en los últimos años. No obstante, el significado de la misma, ha variado enormemente entre criminólogos y administradores de prisiones; algunos autores la describen como si su único propósito hubiese sido clasificar a los reclusos en tipos y segregar tipos similares en diferentes instituciones. Algunos Administradores o Directores de establecimientos penitenciarios han pensado en la clasificación como algo altamente teórico, de técnicas diagnósticas, que ofrece poco valor práctico a los que administran las cárceles (8). Surge la pregunta: ¿es conveniente clasificar a los detenidos?

Es evidente, que si pretendemos individualizar el tratamiento penal, es necesario la clasificación de los procesados, ya que es ineludible el hecho de que más del noventa y cinco por ciento de los reclusos enviados a una cárcel, son tarde o temprano devueltos a la comunidad y deben encontrarse preparados para ser reinsertados de nuevo a la sociedad. La clasificación, no debe implicar solamente el análisis completo del individuo, el estudio de sus antecedentes y el ambiente en que se desenvuelven, como factores que influyen en su desarrollo personal, sino que,

(8) Frank Loveland. "The Classification Program in the Federal Prison System. 1934-1960". "Federal Probation", XXIV (June 1960).

debe también comprender el procedimiento bajo el cual esta información recopilada, debe ser utilizada como base para un programa integral e individualizado, con miras a su mejoramiento como ente social.

Los propósitos de la clasificación se llevan a cabo: 1º)—Analizando los problemas presentados por el individuo, a través del uso de todas las técnicas disponibles como las de investigación social, exámenes médico-psiquiátricos, psicológicos, estudios educacionales, vocacionales, religiosos y de recreación. 2º)—Decidiendo en la reunión del Consejo sobre el programa de tratamiento y entrenamiento basado sobre esos análisis. 3º)—Asegurando que el programa sobre el cual se decidió, haya sido puesto en funcionamiento y 4º)—Observando el progreso de los reclusos bajo dicho programa y cambiándolo cuando sea necesario (9).

No debemos confundir la clasificación, con el tratamiento propiamente dicho, ya que ella sólo sirve para indicar en qué forma deben aplicarse efectivamente dichos tratamientos en cada caso. Tampoco debe confundirse, con la simple agrupación de procesados en diferentes categorías o tipos, ya que, ésto sólo constituye una pequeña parte del proceso del diagnóstico incluido en el programa de clasificación.

En el campo de la criminalidad, no puede hablarse de la existencia de curas efectivas, como sucede en la medicina para el tratamiento de ciertas enfermedades. No obstante a ello, las cárceles modernas han incluido en su programa tipos de entrenamientos que contribuyen o tienden a contribuir a la eliminación de los principales factores de la criminalidad, tal como la educación, trabajo social, tratamiento médico y psiquiátrico, asistencia religiosa y el aprovechamiento constructivo del tiempo libre, bien sea mediante un trabajo bien dirigido o mediante deportes o actividades culturales.

(9) "Manual de Clasificación de las Instituciones Correccionales. Universidad Central de Venezuela. Caracas, 1968".

Entre las principales ventajas de la clasificación podemos enumerar las siguientes:

a) **AGRUPACION ADECUADA DE LOS DIFERENTES TIPOS DE DELINCUENTES:**

Por cuanto a las cárceles ingresa todo tipo de personas tales como: criminales, delincuentes primarios, reincidentes, psicópatas, homosexuales, adolescentes, ancianos, sanos, enfermos, inteligentes, tontos, etc.; se hace imprescindible la separación de los delincuentes en grupos más o menos homogéneos.

La gran dificultad de proporcionar en un sólo establecimiento un programa que reúna los requerimientos y necesidades para tratar a las diversas clases de personas que ingresan en los distintos establecimientos penales, hace que su separación en grupos más o menos homogéneos, les permita establecer un mejor control sobre los mismos y aplicar el tratamiento adecuado en cada caso.

b) **ADECUADA SUPERVISION DE LA CUSTODIA Y DEL CONTROL:**

Del reconocimiento del recluso obtenido a través del comité clasificador, es más fácil determinar los riesgos de seguridad que presenta individualmente cada uno de los delincuentes; con este conocimiento, que puede provenir de los antecedentes del individuo, de los exámenes médicos, psicológicos y psiquiátricos, así como también de la observación de sus aptitudes y hábitos, se contribuye enormemente al control y custodia de los mismos, disminuyendo las posibilidades de fuga de los establecimientos Penitenciarios.

c) **MEJOR DISCIPLINA**

El sistema de clasificación, tiende a acabar con los métodos que tradicionalmente se han venido utilizando en

las Instituciones Penales, de aprehensión y castigo de los reclusos que han violado los reglamentos institucionales; en la fase inicial de recepción, se logra reconocer a los agitadores, así como también identificar a los líderes potenciales de disturbios, permitiendo que éstos sean asignados a áreas donde su influencia sea menor; se identifican también de ésta manera homosexuales, pudiendo tomarse las precauciones necesarias para evitar que se asocien con otros reclusos en sus actividades. Otra de las ventajas de clasificación constituye la garantía para todo individuo que entra a una cárcel, en que no habrá reclusos olvidados, ya que la función de la clasificación, no termina después de adquirir un conocimiento completo del delincuente, sino que sigue al individuo desde su encarcelamiento hasta su libertad, teniendo siempre como objetivo principal el de prepararlo adecuadamente para su regreso a la comunidad.

En la misma forma, el uso de la clasificación ha incrementado el rendimiento y la moral del personal administrativo de las Instituciones Penitenciarias, ya que, de ésta manera, se ha permitido la coordinación entre los distintos grupos del personal que se encuentran en un mismo nivel respetando y admirando cada uno de ellos las habilidades y las contribuciones de los demás.

Cabe mencionar el resumen dado por el Comité de Clasificación y Trabajo Social de la Asociación Americana de Prisiones: "Entonces en conclusión, la clasificación contribuye a un programa de operación correccional eficiente, agrupando toda información relevante referida al delincuente al crear un programa individual basado en esta información y adaptando dicho programa a los requerimientos individuales. Suministra al administrador, un método ordenado mediante el cual las distintas necesidades del recluso son seguidas desde su reclusión hasta su libertad.

A través de sus funciones de diagnóstico y coordinación, la clasificación no sólo contribuye al logro de la rehabilitación, sino también a la custodia, disciplina, desig-

nación de trabajos y a la moral del personal y de los reclusos; así como el uso eficaz de una oportunidad de entrenamiento.

Los datos desarrollados por el programa, ayudan a la planificación y al progreso, no sólo del sistema correccional en general sino también al de las Instituciones en particular" (10).

No obstante a las ventajas antes mencionadas acerca del sistema de clasificación, algunos estudiosos de la materia, como el profesor argentino Eusebio Gómez, sostiene que la clasificación de los penados dentro de un mismo establecimiento penitenciario, es prácticamente imposible, dado el cúmulo de instituciones de que deban disponer las cárceles modernas para realizar sus fines; y si se pretende establecer, entre los diversos grupos constitutivos de tal clasificación, separaciones que no sean ilusorias. El tratadista argentino, concluye diciendo que sería perfectamente posible clasificar a los penados en diversas categorías, destinadas cada una de ellas a un establecimiento distinto; pero en tal caso, sería indispensable la adopción de criterios que no impusieran la necesidad de crear categorías múltiples ya que esta multiplicidad determinaría la imposibilidad económica de solucionar el problema (11).

De las mayores dificultades que se oponen a la adecuada clasificación de los detenidos, es el criterio del cual debe servirse como base. En efecto, no se puede aceptar el criterio del carácter de los condenados, ya que según Eusebio Gómez, resultaría impracticable en el hecho, por el número y variedad de las series a que daría lugar. Habría que responder, que con la sola excepción de la categoría de los delincuentes alienados, ninguna de las otras que constituyen la referida clasificación, ofrecería desde

(10) Manual de clasificación en las Instituciones Correccionales. Obra citada.

(11) Eusebio Gómez. Doctrina Penal y Penitenciaria. Buenos Aires. 1930.

el punto de vista penitenciario, una homogeneidad tal de sujetos que permita someterlos a un régimen idéntico y afirmar que ese régimen es el conveniente para determinada categoría. Tampoco es partidario el profesor argentino, de tomar la gravedad del delito cometido, ni la gravedad de la pena impuesta, para servir como base a la clasificación; solamente está de acuerdo en que se tome la peligrosidad del delincuente, teniéndola como fundamento científico de defensa social pero siempre deben influir en la clasificación otra serie de elementos como por ejemplo: la separación de establecimientos distintos de los delincuentes ocasionales de los reincidentes; la reclusión en establecimientos especiales a los condenados a penas privativas de libertad inferiores a un año.

La separación y respectiva reclusión en establecimientos especiales para aquellos delincuentes de máxima peligrosidad. Sería de la competencia de la administración penitenciaria, la aplicación del tratamiento prescrito; pero en todo lo referente a la determinación de la clase de pena o medida, el acortamiento o prolongación de su duración o a la imposición de nuevas privaciones o restricciones de la libertad, se requiere la intervención de la autoridad judicial, o de un organismo de este carácter.

SISTEMAS DE CLASIFICACION

Hay diversos tipos de sistemas de clasificación, de los cuales, el existente en los Estados Unidos de Norte América, tiene tres tipos generales de sistemas, cada uno de ellos con sus ventajas y desventajas:

a').—Departamento o Clínica de Clasificación:

Este sistema no es muy frecuente, ya que son pocos los Estados que tienen un Departamento o Clínica de Clasificación en su Institución, puesto que ella es simplemente una unidad de diagnóstico. Está integrada por profesionales y su función se limita a elaborar informes diagnósticos

con recomendaciones; estos informes son pasados luego a las Autoridades administrativas, que pueden tomar en cuenta o no las recomendaciones. Dentro de este Sistema, se puede realizar un diagnóstico de gran calidad, pero con la inseguridad de no saber si será usado. El procedimiento adolece de la falta de conexión entre el diagnóstico, tratamiento y entrenamiento para hacer efectivas las necesidades del recluso.

b').—Sistema Integral de Clasificación:

Este es el más utilizado de los sistemas y en él tanto el personal profesional y administrativo de la Institución, componen el Comité de Clasificación, haciendo las recomendaciones conjuntamente.

No obstante a ser el personal profesional quien desarrolle el material diagnóstico, la transformación de dicho material para su adaptación al programa de los reclusos, es una responsabilidad compartida por todo el conjunto. Las decisiones del Director de la Institución o de su representante como Presidente del Comité, son oficiales y obligatorias para las Autoridades encargadas de hacerlas efectivas. Algunas personas han criticado este tipo de organización, diciendo que el personal profesional, está sujeto a las decisiones de los Administradores y a las necesidades administrativas que relegan el diagnóstico a un segundo plano en el programa institucional. A ello se le replica que en aquellas Instituciones en que la categoría del trabajador profesional es más elevada y los programas puestos en práctica son más progresivos, son aquellos en los cuales el personal profesional y administrativo trabajan conjuntamente.

c) SISTEMA DE CENTRO DE RECEPCION

El adelanto más reciente en los programas de Clasificación, es el que corresponde al Sistema de Centro de Recepción para todo tipo de delincuentes, o por lo menos

para "jóvenes adultos" de sexo masculino, los cuales son consignados en una Institución de Recepción Central para su estudio, clasificación y recomendación para su tratamiento-entrenamiento y la Institución a la que debe ser trasladado cada individuo.

El plan de recepción central presupone una organización de clasificación de las distintas Instituciones de tratamientos seguido por las recomendaciones hechas por el Centro. Este plan pone gran énfasis en la colección de la información diagnóstica en la Institución, permitiendo así, una especialización de alto grado. Este sistema, asegura mejor que ningún otro, la adecuada asignación en las Instituciones. El Centro de Recepción como Institución autónoma solamente se da en los grandes Estados de Norte América; donde este tipo de programa está funcionando, o va a ser inaugurado; no debe olvidarse que el diagnóstico y la planificación no terminan cuando el recluso sale del Centro de Recepción.

Para conservar este programa al día, es necesario el diagnóstico continuo y la constante revisión del programa. Esto requiere también, que el tratamiento en las Instituciones, tenga un personal profesional similar al de Centro de Recepción.

Entre las principales ventajas de los Centros de Recepción se encuentran las siguientes: 1º)—Estudio cuidadoso de los delincuentes admitidos, por medio de un personal competente. 2º)—Agrupación basada en métodos científicos para permitir una mayor especialización de los programas Institucionales. 3º)—Tratamiento basado en un estudio individual y cuidadoso de los reclusos desde el momento de su consignación al sistema correccional. 4º)—Un sólido programa de orientación de los reclusos para facilitar su adaptación a la vida institucional y desarrollar actividades que le permitirán obtener la mayor ventaja de las oportunidades ofrecidas por la Institución, en la preparación de su eventual adaptación a la comunidad.

Los primeros meses de la estadía de los reclusos en la Institución, son de extremada importancia; durante este tiempo, el recluso debe comprender el significado que para él tiene la Institución y las oportunidades que ésta le ofrece para su beneficio. 5º)—Mejoramiento de los programas Institucionales basados en el estudio minucioso de las características y de las necesidades del recluso realizados en el Centro de Recepción. El Centro de Recepción, no está abrumado de los múltiples elementos de la administración y funcionamiento de las Instituciones, por lo que puede concretarse en los problemas principales del recluso y en el tipo de tratamiento necesario.

Tal estudio revelará, la necesidad de Instituciones adicionales especializadas no previstas en el sistema estatal y también la necesidad del mejoramiento o la adición de las facilidades de tratamientos existentes en las Instituciones. 6º)—El desarrollo de la investigación de las causas y del tratamiento de la delincuencia.

Desde el momento en que grupos de delincuentes son asignados a Centros de Recepción, se presenta una excelente oportunidad para hacer estudios referentes a los antecedentes y características de los delincuentes y a través de cooperación con otras Instituciones, se logra el éxito de los distintos tipos de tratamientos.

Muchas de estas investigaciones, particularmente las concernientes a las causas o elementos que contribuyen a la delincuencia, tienen como meta la de proporcionar conocimientos que ayudarán a la prevención de la delincuencia y de la criminalidad.

CAPITULO III

EJECUCION DE LA PENA Y TRATAMIENTO DE LOS DELINCUENTES

- a).— JUEZ DE EJECUCION.
- b).— DOSSIER DE PERSONALIDAD.
- c).— SENTENCIA INDETERMINADA.
- d).— PRISION ABIERTA.
- e).— REGLAS INTERNACIONALES PARA EL TRATAMIENTO
DE LOS DELINCUENTES

a) JUEZ DE EJECUCION

Tratándose de modificar una decisión judicial durante su cumplimiento parece lo más lógico, que se debe acudir a un Juez para cumplir tales tareas. Esta cuestión, ha traído grandes discusiones en doctrina, planteándose diversas soluciones. Analicemos tres de los principales sistemas, que tratan de resolver dicho problema:

1º) SISTEMA ITALIANO:

El Código Penal de 1930, creó el llamado "Juez de Supervisión", quien es el encargado de decidir si el penado puede trabajar fuera de los muros de la prisión y si se le puede conceder la libertad condicional. (Art. 144). La denominación que se le da a este Magistrado, indica claramente las intenciones del Legislador, o sea, velar por la legalidad en el tratamiento que se aplique a los delincuentes.

2º) SISTEMA PORTUGUES:

La experiencia de esta Nación es aún más radical. En su ley del 16 de Mayo de 1944, se creó "el Juez de Ejecución de las Penas", otorgándosele poderes jurisdiccionales. Dicho Magistrado, actúa como Juez único en su Tribunal de Ejecución de las Penas y puede decidir acerca de la peligrosidad de ciertos delincuentes, ordenando la correspondiente aplicación de medidas de seguridad, aun si en el juicio de condena no se hubiere establecido nada en tal sentido. Puede igualmente modificar, suprimir o alterar tales medidas, acordando o negando la libertad condicional.

El Decano Dr. Beleza Dos Santos, que fue uno de los creadores de esta Legislación, consideraba que dicho Juez de Ejecución, debía tener "el mayor y mejor conocimiento posible de la individualidad del delincuente y de los medios con que podría influir sobre él en las formas más deseables". Este Juez, tiene a su disposición, los prontuarios y expedientes de los respectivos Tribunales Condenatorios e Instituciones Penitenciarias y tiene la facultad de sugerir cuál será el régimen más conveniente para aplicar a cada uno de los detenidos que están bajo su jurisdicción. Esta Competencia dada al Juez de Ejecución, tiene una doble función jurisdiccional y pedagógica (13).

3º) SISTEMA FRANCES:

El Art. 721 del Código de Procedimientos Penales, introdujo por primera vez en Francia desde 1958 ante ciertos Tribunales, la designación de un Magistrado encargado de la aplicación de las penas. Las atribuciones de este Juez son diversas y no se limitan solamente, al régimen de penas restrictivas de la libertad condicional; sino también en la postergación del cumplimiento de la pena, aplicando el consiguiente período de pruebas, en la fijación de residencia y en la

(13) Beleza Dos Santos. "Le Juge D' Execution Des Peines Au Portugal". Revista Internacional de Derecho Comparado N° 3, Año 1952.

rehabilitación y asistencia de los liberados. Su intervención, toma a veces la forma de consejo y a veces decide sin posibilidades de recurso ulterior. El principal mérito de este sistema consiste, en procurar introducir mucha más unidad de concepto en las modalidades de ejecución de las diversas penas. Sin embargo, críticas autorizadas, han subrayado el riesgo que tiene en común con el sistema vigente en Portugal: El doble carácter a veces jurisdiccional, cuando actúa en su calidad de Magistrado y a veces administrativa, cuando cumple funciones ejecutivas. En ambos casos, ejerce su autoridad sin control alguno, ni judicial ni administrativo (14).

Estas tres formas de intervención del Juez en la ejecución de las penas, tuvo su origen en la preocupación de dar mayor garantía a los cambios de tales penas y a las medidas de seguridad aplicables durante su ejecución; pero apenas toman en cuenta la competencia especial que se requiere para dirigir la aplicación de dichas medidas. Es que el Juez es ante todo un jurista y su formación lo ha preparado para actuar y dirimir litigios, más bien que para administrar. Además, al confiar ambas misiones a la misma persona, se pierde parte de lo que constituye el interés de la intervención del Magistrado en la ejecución de las penas; la imparcialidad del Juez que decide, sin mezclarse personalmente en los incidentes de la vida cotidiana de aquel a quien se refiere y de quien dispone.

El Profesor Paul Cornil, en su ponencia presentada en las jornadas Internacionales de Criminología, celebradas en el año de 1969 en la Provincia de Mendoza, Argentina, nos habla de las llamadas "Comisiones de Ejecución" (15). Tal

(14) R. Scmelck y G. Picca. Penología y Derecho Penitenciario. Págs. 192-201. París. 1967.

(15) Paul Cornil. Funciones de la Criminología en la Ejecución de las Penas y en el Tratamiento de los Delincuentes. Ponencia presentada a las Jornadas Internacionales de Criminología. Mendoza, Argentina. Junio de 1969.

sistema de Juez de Ejecución, presenta otra debilidad, que a medida que la observación y el tratamiento de los delinquentes reclaman técnicas diversas, dicho Magistrado no puede apreciar su uso y efecto sin recurrir a otros especialistas. Si decide nombrar expertos, el procedimiento será lento e ineficaz; en cambio, la colaboración directa de los expertos, encuadrados por el Juez en una comisión que tome junto con él las decisiones oportunas, es un Sistema Legal que ya se ha manifestado válida y eficientemente en varios países como es el caso de Bélgica, cuando aplicó su Ley de Defensa Social de 1931, revisada en 1964 y también por los buenos resultados conseguidos en el mismo país por las comisiones creadas por la Ley de 1964, relativas a la suspensión de las penas, su postergación de un período de pruebas y al régimen de libertad vigilada.

En América Latina, ha sido también preocupación de los estudiosos el problema de la ejecución de penas y el del Juez de Ejecución; así por ejemplo tenemos que en México se aprobó recientemente la Ley de Ejecución de Penas y en el Perú existe un anteproyecto de Código de Ejecución Penal redactado por el eminente criminólogo peruano Dr. Carlos A. Bambarén, que contiene una serie de disposiciones novedosas en las cuales se concede al Juez de Ejecución Penal, quien tiene la categoría de vocal de la Corte Superior, en nombre del Poder Judicial, las siguientes atribuciones: a) Vigilar la ejecución de las sanciones penales, en lo que respecta a los derechos inalienables del delincuente, en tanto de persona humana. b) Opinar en toda solicitud de libertad condicional que se ajuste a lo dispuesto en el Código Penal. c) Intervenir como Presidente en todas las tareas que se le asigna al Patronato de liberados y encarcelados. Este Juez, dependerá directamente del Presidente de la Corte Superior Penal respectiva, establecerá vinculación con los Directores de los establecimientos Penales; están previstas visitas semanales a los

establecimientos Penitenciarios, velar por la ejecución de las sanciones (16).

Sin embargo, existen también en América Latina, algunos como el Profesor José Cevero Caballero, del Instituto de Derecho Penal de la Universidad de Córdoba, Argentina, quien considera que debe excluirse toda ingerencia del Poder Judicial en la ejecución de la pena ya que esta materia sólo debe ser competencia de las Autoridades Administrativas, pues en el caso contrario y según este autor, se pudiera entender que existiría una violación del principio Constitucional de la División de Poderes.

Así lo manifestó en su ponencia titulada "Institución del Juez o Tribunal de Ejecución Penal" presentada en las Jornadas Internacionales de Criminología en Argentina(17).

Personalmente considero, que es una necesidad el establecimiento en los países donde todavía no existe un Juez de Ejecución de Pena y de una Ley que regule a las mismas, ya que, no debe dejarse en manos de las Autoridades Carcelarias, quienes en algunos casos no tienen los conocimientos adecuados para ello, lo relativo a la ejecución de las penas. El Juez que debe ser un especialista en la materia y el cual debe de tener una preparación criminológica siendo el encargado de observar y decidir cuando debe suspenderse o rebajarse una determinada pena, tiene que ser la persona más adecuada para vigilar esta parte del juicio, debiendo tener en cuenta que principalmente a los fines de Defensa Social lo que interesa es la reinserción y rehabilitación del penado para cuando regrese a vivir nuevamente en sociedad.

(16) Carlos A. Bambarén. Anteproyecto de Código de Ejecución Penal. Lima, Perú. 1962.

(17) José Cevero Caballero. Institución del Juez o Tribunal de Ejecución Penal. Ponencia presentada ante las Jornadas Internacionales de Criminología, Mendoza, Argentina. 1969.

b) DOSSIER DE LA PERSONALIDAD

Ha sido criterio unánime de penalistas y criminólogos el hecho de que durante el proceso penal se debe examinar la personalidad del imputado. Bien nos lo decía el Maestro Benigno Di Tullio, cuando afirmaba: "En todos los más importantes Congresos Nacionales e Internacionales de Criminología, de Derecho Penal y de Defensa Social en estos últimos años, los estudiosos han estado de acuerdo en afirmar que no se puede continuar juzgando y condenando a un hombre sin conocer su personalidad, los motivos causales de su acción criminosa y su peligrosidad social" (18).

Uno de los trabajos más antiguos sobre esta materia, se la debemos al Juez belga Vercele, cuando se preguntaba: "¿somos capaces de comprender el drama humano, sin la náusea del conformista y sin la virtuosa indignación de la élite?" Es por este motivo, que el Juez Penal debe tomar en cuenta a la hora de sentenciar, el llamado Dossier de Personalidad, que no es otra cosa que un estudio completo del sujeto activo del delito, de su mundo circundante y del mundo circundante del hecho. La acumulación y el estudio de estos elementos por parte del Magistrado belga, estaba muy bien seleccionado, demostrando su amplia preparación criminológica. El mundo del sujeto activo del delito puede ser o bien un hogar alegre, constructivo y optimista o bien indiferente, abrumador o tempestuoso con peleas frecuentes y reconciliaciones ininterrumpidas; el medio profesional en el que se desenvuelve puede ser bueno o malo, según la habilidad profesional del mismo.

Siendo tan importante el sujeto que ha cometido el delito, hay que tener en cuenta la síntesis de su personalidad, se debe elaborar un verdadero retrato del procesado, donde se incluyen las posibles causas de su conducta delictual y las razones que se aconsejan para tomar tal o cual

(18) Benigno Di Tullio. Prenesse a finalita della Criminología Clínica. In rassegna Di Stuti Penitenziari.

medida judicial aplicable al caso concreto, en vista de las ventajas que pueden reportar al individuo. En el examen psicológico del imputado, debe incluirse el estudio sobre la inteligencia, con la determinación del nivel de la misma y de sus reacciones, su emotividad, su impulsividad. Es de gran importancia según Vercele, el examen psicopático del procesado, destacándose el valor especial de los signos de esta clase. (19)

En el examen médico se debe referir a la locura pasajera, que sólo se encuentra en el acto criminal, al desequilibrio que coexiste en ocasiones con un hábito exterior normal, con una apariencia razonable e incluso con una perfección verbal. El desequilibrado es un ser extraño en extremo, mitómano, impulsivo, hipersensible, inestable y humanamente impotente. Generalmente oculta con mucho cuidado la realidad de su vida y es posible que enmascare con aptitudes exteriormente corteses sus verdaderas intenciones. Hay que destacar, en la psicosis, las formas disimuladas de la manía y en las paranoias los aspectos intermitentes de la misma. Se debe tomar en cuenta también las toxicomanías ya que en estos casos tienen especial importancia en cuanto aumentan las impulsiones y disminuyen las resistencias.

Destacar las modificaciones del carácter así como también ciertas y determinadas actitudes rebeldes o de desprecio de los valores habitualmente admitidos. Existen signos de conducta que tienen un relieve singular, como por ejemplo los ultrajes y violencias verbales y las frecuentes riñas. Tenemos que tomar en cuenta igualmente, algunas manifestaciones exteriores del procesado, como por ejemplo, el valor, el lenguaje, la hostilidad hacia el medio ambiente, hacia la sociedad y hacia sus familiares.

En esta relación familiar y social, se destacan ciertas situaciones de valor criminógeno como pueden ser la elec-

(19) Vercele Le Dossier de la Personalite. Revista de Derecho Penal y Criminología. Enero de 1949.

ción de su esposa o su amante y de marido, que son frecuentemente un signo revelador de la personalidad, la estabilidad de la pareja, las fricciones que pueden conducir al crimen liberador. El abandono de los niños. El desprecio hacia las generaciones de los mayores.

En el Dossier de Personalidad, debe tomarse en cuenta otra serie de datos como son el factor económico, abundancia o miseria, delitos de necesidad o productos del ocio, deseos insatisfechos, elección de determinadas amistades. El Profesor Matthys, en su trabajo sobre el Dossier de Personalidad en el procedimiento represivo, que predomina en la justicia punitiva, coloca el hecho como mal social sobre el hombre. La sentencia que pone término al proceso es una decisión casi exclusivamente objetiva. Sólo cuenta la pena. Está ausente el deseo de recuperar al autor. El valor curativo de esa pena y su misión de enmendar quedan en segundo término. Afirma que hay que sustituir la investigación cuantitativa de la voluntad del delincuente por su investigación cualitativa (20).

Esta cuestión ha figurado como tema central en el Congreso Internacional Penal y Penitenciario celebrado en La Haya en 1960, donde hay que destacar el trabajo presentado por el Profesor Constant. El eminente procesalista venezolano Dr. Angulo Ariza, refiriéndose a la crisis de la Justicia Penal, en un informe general presentado al tercer Congreso Internacional de Defensa Social, después de criticar duramente la sistemática actual establecida en los Códigos de Procedimiento, presentó un proyecto relativo a los órganos del juicio y las diferentes etapas del procedimiento criminal.

Al referirse al juicio sobre la persona, realizado por el Juez de la Causa, indica y recomienda que dicho examen debe basarse en un análisis criminológico de la persona-

(20) Enrique Mattys. Le Dossier de Personalite Dans la Prosedure Repressive. Extractado de la Revista de Derecho Penal y Criminología. Febrero 1949.

lidad mediante: a) Peritajes antropológicos, patológicos y psíquicos del procesado. b) Un estudio sobre los factores familiares y sociales. c) Un estudio sobre la naturaleza de la conducta, recomendando además que el expediente de la personalidad se inicie durante la instrucción, simultáneamente con el expediente levantado acerca de los hechos. Recomienda también el Procesalista venezolano, la utilización por parte del Juez de los llamados Técnicos de Personalidad, quienes deben ser asesores del Magistrado, reservándose siempre éste la decisión sobre el expediente (21).

Por su parte, el Profesor Ernesto Battaglini, refiriéndose a la personalidad del imputado nos decía: "No se puede juzgar a un imputado en relación a un delito que le es atribuido, ni aplicar la correspondiente sanción sin conocer la personalidad del imputado" (22).

Por último, se ha presentado la interrogante sobre si el expediente de personalidad, debe instruirse en todos los casos o sólo en algunos; en determinados países se ha venido tomando en cuenta, solamente la gravedad del delito, o sea se forma dicho expediente en los casos de delitos graves.

Personalmente creo, que el Dossier de Personalidad debe instruirse en todos los casos, ya que no podemos tomar en cuenta el delito mismo para el expediente de Personalidad, sino la propia personalidad del delincuente. Por tal motivo, soy partidario de que en todos los casos se forme el expediente de personalidad, contribuyendo de esta manera, a una mejor tecnificación de la justicia y a un mayor esfuerzo, por designar Magistrados con estudios especializados y con amplios conocimientos criminológicos.

(21) Angulo Ariza. El Juicio. Ponencia presentada en la sesión Panamericana preparatoria del tercer Congreso Internacional de Defensa Social. 1952.

(22) Ernesto Battaglini. La Indagine Sulla. Personalita del Soggetto Attivo del Beatto Nel Processo Penal. Delito y Personalidad. Página 495.

c) SENTENCIA INDETERMINADA

Para la Escuela Clásica de Derecho Penal, era fundamental la determinación de la Pena. Esta, se afirmaba, debía ser cierta y estar plenamente determinada de antemano y de una manera fija por la Ley. Esta idea, estaba basada en el carácter expiatorio que se le atribuía a la Pena. A tal delito cometido, debe aplicarse tal Pena.

Pero con el transcurrir del tiempo, surgieron las modernas teorías y el principio de la individualización de la Pena, donde debe tomarse en cuenta, no el hecho cometido, sino la personalidad del delincuente, debiendo cesar la medida cuando el delincuente se haya reformado. De estas modernas corrientes y de este conjunto de ideas, nació la expresión "Sentencia Indeterminada", la cual significa que en el momento de dictar la sentencia por parte del Juez, éste impone una pena o una medida, sin fijar su duración en modo determinado.

Sellin, define la Sentencia Indeterminada, diciendo que es aquella en la que el Juez, no fija una fecha determinada para la liberación del condenado (23).

La expresión Sentencia Indeterminada, más bien debería llamarse Pena Indeterminada, puesto que el Juez, lo que realmente deja sin determinar es el monto de la Pena. No obstante a ello, el término ha venido figurando en diversas obras y Congresos Internacionales y todo el mundo entiende lo que quiere decir.

Existen dos clases de Indeterminación de la Pena; la Indeterminación relativa y la absoluta. Según el sistema relativo, el Juez puede fijar un *mínimum* determinado de Pena, el cual es necesario haber cumplido para obtener la libertad, y un *máximo* determinado de Pena, donde al llegar a cierto término hay que poner en libertad al recluso.

(23) L' Experience De La Sentence Indeterminés. Aux Stats - Unis. En Revista de Science Criminale Et De Droit Penal Comparé. 1951. Página 417.

En el sistema de Pena absolutamente indeterminado, el Juez pronuncia la clase o tipo de medida o Pena a aplicarse, pero se abstiene de decir cuál es el *mínimum* o el *máximo* de su duración; el condenado es internado en un establecimiento y queda a la potestad de la Administración indicar cuándo debe salir en libertad.

Si tomamos en cuenta, el carácter individualizador que posee la sentencia indeterminada, basada en el principio de la individualización Penal, pudiéramos decir que sólo deberá aplicarse a la Pena, cuando ésta se imponga con sentido de tratamiento reformador o con tendencia asegurativa contra criminales peligrosos y en todo caso como medida de seguridad. Por eso consideramos que tanto la Pena indeterminada al igual que las medidas de seguridad, en las que la indeterminación es fundamental, deben ser reservadas para los delincuentes susceptibles de ser readaptados socialmente o para los criminales peligrosos sometidos a un régimen de seguridad. El fin de la sentencia indeterminada, sostienen sus Defensores, se basa en la reincorporación del delincuente a la vida social, dicha indeterminación se aplica actualmente en Europa a las medidas establecidas para los jóvenes delincuentes, para los delincuentes de vida desordenada o refractarios al trabajo y con aspiración reformadora y curativa para los delincuentes anormales mentales, alcoholizados e intoxicados y aún para el tratamiento de los reincidentes jóvenes (24).

No obstante la aceptación que para muchos tiene la sentencia indeterminada, ha contado también con un gran número de opositores a la misma. En general, los Penalistas franceses, se oponen a ella y ven un grave peligro. Contra este principio, se han manifestado varios de ellos en los Congresos Penitenciarios Internacionales, Pinatel, nos dice: "Repugna a nuestra conciencia nacional, apasionada de libertad individual" (25).

(24) Eugenio Cuello Calón. La Moderna Penología. Pág. 64.

(25) Jean Pinatel. Traité Elémentaire De Science Pénitentiaire. París, 1950. Pág. 78.

Podemos decir, que el verdadero peligro para la libertad individual, que se atribuye a la sentencia indeterminada, está en su forma de indeterminación absoluta. En las condenas limitadas por el Juez a un plazo máximo, éste no puede excederse en ningún caso del límite fijado, constituyendo así, una verdadera garantía para el procesado sometido a este tipo de sentencia. En líneas generales, podemos decir, que la sentencia indeterminada, tiende a generalizarse en Europa y en algunos países Hispano Americano para determinados casos, tratamientos de jóvenes delincuentes, vagos, alcoholizados, toxicómanos. En los Estados Unidos de Norte América, la mayoría de los Estados de la Unión, poseen Leyes que establecen la sentencia indeterminada.

d) PRISION ABIERTA

El régimen abierto, señala la aparición de un nuevo tipo de establecimientos Penitenciarios informados por una filosofía punitiva, esencialmente preventiva y resocializadora, e implica un novedoso planteo en la ejecución de la Pena privativa de la libertad (26).

La innegable importancia de los Establecimientos Abiertos, se puso por primera vez de manifiesto en el doceavo Congreso Penal y Penitenciario celebrado en La Haya en 1950, donde uno de los temas era el siguiente: ¿en qué medidas las Instituciones Abiertas están llamadas a reemplazar a la Prisión Clásica?

Posteriormente en el primer Congreso de la Organización de las Naciones Unidas, para la prevención del delito y el tratamiento del delincuente efectuado en Ginebra, se volvió a tocar el tema y una de las recomendaciones de dicho Congreso, se pronunciaba en favor de la Prisión Abierta.

(26) Dr. Elías Neuman. Posibilidades y Limitaciones de los Establecimientos Penales Abiertos. Jornadas Internacionales de Criminología. Mendoza, Argentina. 1968.

Como antecedentes en la creación de estas Instituciones, podemos señalar las Colonias para vagabundos, fundada en Alemania del Norte hacia el año de 1880, así como también los estudios y ensayos hechos en varios Cantones Suizos, experimentos éstos que terminaron con la fundación de una Colonia Agrícola en Suiza en 1895.

Posteriormente, a raíz de la terminación de la Segunda Guerra Mundial, donde había gran cantidad de prisioneros y poco sitio donde albergarlos, se comenzaron a hacer experimentos, primero con detenidos políticos y posteriormente con delincuentes comunes.

Esta creación, constituye uno de los acontecimientos en la historia penitenciaria, representando una ruptura con el pasado. Este Régimen suprime los tradicionales medios físicos de retención, tales como puertas de gran solidez, cerrojos, rejas en las ventanas, muros elevados, etc., y aspira a crear en el penado la voluntad de permanecer en la Prisión. El condenado que permanece en ella no se halla retenido por constreñimiento físico, sino más bien por móviles psicológicos; si no se evade, es porque consiente en estar voluntariamente en la prisión.

Los partidarios de este tipo de Institución, hacen hincapié, en que se necesitan cumplir una serie de requisitos y condiciones para el buen funcionamiento del establecimiento; así por ejemplo, señalan que una de las condiciones más importantes consiste en la selección de los Penados, éstos deben ser rigurosamente escogidos. Otro aspecto es el desplazamiento, destacándose la importancia de tener una vasta área de tierra para que los reclusos tengan libertad de movimiento así como también un clima apacible. El trabajo que se realice en los establecimientos abiertos, debe ser preferiblemente agrícola y debe tenerse en cuenta también en la escogencia del personal de estas Instituciones.

Entre las principales ventajas que señalan sus seguidores tenemos: 1º) Mejora la disciplina. 2º) Favorece la

salud física y mental del recluso, pues al poderse desplazar y vivir en algunos aspectos al aire libre, tendrá mejor salud. 3º) Facilita las relaciones convenientes con el mundo exterior y con su propia familia. 4º) Es menos honoroso, los gastos de construcción son mucho más reducidos que la prisión tradicional que requiere sólidas construcciones y gran cantidad de personal. 5º) Facilita el hallazgo posterior de trabajo por parte del recluso. 6º) Permite la casi solución del problema sexual carcelario, ya que se evita de esta forma, uniones fugaces que solamente tienden a un desahogo sexual, y permite que la familia se integre más, no obstante estar detenido el cabeza de casa.

Entre los principales inconvenientes que se señalan están en primer plano, las evasiones. Los críticos del sistema de prisión abierta, dicen que hay gran peligro en las evasiones.

No obstante a ello, en estadísticas levantadas en gran cantidad de países europeos y diversos Estados de la Unión norteamericana, se ha comprobado que el índice de evasión es casi nulo.

Otra de las desventajas que señalan sus opositores, es la existencia de relaciones entre los condenados, lo cual pudiera ser peligroso y no se da en las cárceles tradicionales. Insisten también sus detractores en que se disminuye la función intimidatoria de la pena. Sin embargo, estamos con el criminólogo argentino Dr. Elías Neuman, en el sentido de que creemos firmemente que la prisión abierta, procediéndose cautelosamente en su implantación, brinda a todos los países donde se aplica, una respuesta humana y creativa para rescatar a hombres y mujeres del submundo del crimen.

e) **REGLAS INTERNACIONALES PARA EL TRATAMIENTO DE LOS DELINCUENTES**

En una reunión de la comisión Internacional Penal y Penitenciaria, celebrada en Berna el 1º de julio de 1926, se

propuso que se definieran los derechos mínimos de las personas privadas de libertad, por decisión judicial. La propuesta se refería concretamente a los problemas prácticos de la administración penitenciaria, tales como superficie mínima de las celdas, superficie de las salas de reuniones, tamaño de las ventanas, alimentación y ropa, ejercicios al aire libre y visitas, es decir, a las condiciones físicas de vida en los establecimientos penitenciarios y a la administración de éstos.

No obstante, se puso claramente de relieve que las normas que se adoptaran, no deberían ser tan exigentes, que los países menos prósperos se vieran en la imposibilidad de aplicarlas; debían ser, además, aplicables a todas las categorías de reclusos, cualquiera que fuera el motivo de reclusión.

Las reglas mínimas debían ser útiles para los jefes de las administraciones penitenciarias que, incluso en los países industrializados, podrían utilizarla para justificar los créditos necesarios para la reforma de prisión (27).

Anteriormente en el Congreso Penitenciario de Praga en 1930, se presentó un documento que contenía cincuenta y cinco reglas. En dichas reglas, se recomendaba que se limitara el número de reclusos de cada prisión para no obstaculizar la individualización y el tratamiento.

Por tratamiento cabe entender, la forma en que los reclusos son tratados en el sentido de ser manejados o dirigidos, o bien, siguiendo la terminología médica, puede utilizarse como sinónimo de reeducación o rehabilitación.

Este último sentido se ha convertido en un símbolo de las Doctrinas contemporáneas sobre Defensa Social, que hace hincapié en la prevención y consideran por lo tanto, el tratamiento como una "prevención secundaria", ésto, es

(27) Paul Cornil. Las Reglas Internacionales para el Tratamiento de los Delincuentes. Revista Internacional de Política Criminal N° 26.

como un medio de impedir que se agraven las infracciones de la Ley, cuando la sociedad no logra hacerlas desaparecer. Todas las normas internacionales sobre este punto, giran en cierto modo en torno a la palabra tratamiento.

Al aprobar la carta de las Naciones Unidas, los Estados miembros, decidieron que el Consejo Económico y Social, podría hacer recomendaciones con el objeto de promover el respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales de todos. (Art. 62). Se convino también en que el Consejo podía hacer arreglos con los Estados miembros, para obtener informes con respecto a las medidas tomadas para hacer efectivas sus propias recomendaciones.

Estas recomendaciones, constituyen el medio más eficaz de fijar pautas internacionales, aunque no obligan a los Gobiernos ni éstos han de ratificarlas, suele pedirse en ellas a los Estados miembros que informen periódicamente sobre su aplicación. Las reglas mínimas para el tratamiento de los reclusos, aprobadas por el primer Congreso de las Naciones Unidas, sobre prevención del delito y tratamiento, divide su articulado en dos partes: Una primera, que contiene reglas de aplicación general, indicándose que las mismas deben ser aplicadas imparcialmente. No se debe hacer diferencias de trato, fundadas en prejuicios, principalmente de raza, color, lengua, sexo, religión, opinión política o cualquiera otra opinión de origen nacional o social, fortuna, nacimiento u otra situación cualquiera. (Art. 61). (28).

En esta primera parte, se incluyen disposiciones acerca del Registro a llevarse para la clasificación de los detenidos, así como también lo referente a separaciones de categorías, locales destinados a los reclusos, higiene personal, alimentación, servicios médicos, disciplina y sanciones, aboliciones de los medios de coerción, información de derechos

(28) Reglas Mínimas para el Tratamiento de los Reclusos y Recomendaciones relacionadas. Revista Criminalia. N° 4 .México, Abril de 1969.

de queja de los reclusos, religión, contacto con el mundo exterior y personal penitenciario.

En la segunda parte, se dictan reglas aplicables a categorías especiales como por ejemplo: se dictan una serie de normas rectoras y se habla del tratamiento, de clasificación e individualización, sobre privilegios, sobre trabajos, sobre instrucciones, recreo, relaciones sociales y ayuda post-penitenciaria.

En las reglas figuran normas que muchos Gobiernos aplican ya en sus países y que muchos Administradores y Penólogos conocen bien por las reuniones y publicaciones de las Naciones Unidas.

Así por ejemplo, tenemos que en Argentina, la Dirección Nacional de Establecimientos Penales, promulgó en 1956 un reglamento aplicable a los reclusos que todavía no habían sido juzgados, teniendo en cuenta las disposiciones pertinentes de la Regla. La adopción de estas últimas, dio un nuevo impulso a un movimiento anterior, encaminado a complementar el Código Penal con una Ley Penitenciaria, de ámbito nacional.

Un grupo de expertos, constituidos en 1956, redactó una Ley sobre Prisiones, ratificada en 1958, cuyo preámbulo señala que habida cuenta de las condiciones y posibilidades del país, su propósito es promover la rehabilitación social de los condenados de conformidad con las modernas orientaciones de la criminología y los principios que figuran en las reglas mínimas.

En Europa, gran cantidad de países, informan que han terminado o al menos iniciado una reforma de sus disposiciones penitenciarias desde que se promulgaron las reglas.

El Código de Procedimiento Penal de Francia, revisado y refundido en 1957, y publicado con los correspondientes decretos y reglamentos, contiene un capítulo sobre procedimiento para la ejecución de las penas, donde se señalan: "los textos que componen este libro quinto del Código de

Procedimiento Penal se inspiran en los principios que figuran en la resolución 663-C del 31 de Julio de 1957. Por su parte, la Ley venezolana de 1961, sobre el sistema Penitenciario, incorpora las recomendaciones de las Naciones Unidas para el tratamiento del delincuente, en sus capítulos relativos a la observación y clasificación de la población Penal, trabajo educacional, asistencia médica, métodos disciplinarios, asistencia social, tratamiento progresivo, centros especializados para la observación y clasificación de mujeres y jóvenes y para enfermos mentales y establecimientos abiertos. Más adelante, al tratar el capítulo referente a nuestra Legislación, ampliaremos estos conceptos.

CAPITULO IV

REGIMEN LEGAL VENEZOLANO

- a).— LEY DE REGIMEN PENITENCIARIO Y SU REGLAMENTO.
- b).— REGLAMENTO DE SUJECION DE VIGILANCIA A LA AUTORIDAD.
- c).— PROYECTO DE LEY DE SUSPENSION DE LA PENA.

a) **LEY DE REGIMEN PENITENCIARIO Y SU REGLAMENTO**

Venezuela cuenta con una de las más modernas leyes de América en esta materia. En el año de 1937 fue presentado un proyecto de Ley de Régimen Penitenciario bajo la ponencia del Dr. Tulio Chiossone, que sancionado por el Congreso Nacional se convirtió en Ley, derogando la del 2 de junio de 1926.

En la Ley de 1937 se introdujeron una serie de normas para separación de los reos, supresión de castigos y medidas infamantes, separación de las mujeres y los hombres, así como también la inclusión de una serie de normas acordes con las modernas teorías de Derecho Penitenciario para la época (29).

La Ley actual, data del 17 de julio de 1961 y en sus disposiciones generales se establece que el cumplimiento de las penas será utilizado para procurar la rehabilitación del penado y su readaptación social.

(29) Tulio Chiossone. Apuntaciones de Derecho Penitenciario. San Juan de los Morros, 1954.

CLASIFICACION

De conformidad con la Ley, se tomarán en cuenta, el sexo, la edad, naturaleza y clase del delito, antecedentes penales, grado de cultura, profesión u oficio, estado de salud, características de la personalidad y en especial, la naturaleza y duración de la pena. Se establece dicha clasificación como obligatoria para los penados que hayan de cumplir condenas de duración superior a un año, siendo potestativa dicha clasificación para los condenados a penas menores de un año.

Prevee dicha Ley, que la observación de los reclusos se realizará en los Institutos especiales creados al efecto.

En los establecimientos para mujeres, los cuales deben ser especiales, estarán a cargo únicamente personal femenino. Se prestará especial cuidado a las reclusas embarazadas y lactantes, quienes quedarán eximidas del trabajo y de otras obligaciones inherentes al tratamiento que sea incompatible con su estado. Podrán conservar a sus hijos menores de tres años.

Los jóvenes entre 18 y 21 años, y los delincuentes primarios menores de 25 años, previo diagnóstico criminológico favorable, serán destinados a establecimientos especiales para jóvenes.

Para los penados que presenten síntomas de enfermedad mental, previo el correspondiente informe médico, serán trasladados al anexo psiquiátrico penitenciario para su tratamiento. Igualmente, los penados que presenten síntomas de anormalidad psíquica que no corresponden a enfermedad mental propiamente dicha, serán trasladados al Centro para anormales.

Se contempla igualmente, en nuestra Ley, el establecimiento abierto, el cual podrá ser organizado bien como establecimiento especial o bien como anexo de otro Instituto Penitenciario. Estos establecimientos, pueden funcionar también como Colonias agrícolas penitenciarias.

En el capítulo referente al trabajo, se establece que el mismo es obligatorio, con las modalidades y excepciones previstas por las Leyes, siendo preferentemente su finalidad de tipo educativo y en ningún caso de carácter afflictivo; se establece que la duración de la jornada de trabajo y protección de la salud se regulará por la Legislación del Trabajo.

En la misma forma, dicho trabajo será remunerado equitativamente, persiguiéndose que el recluso al salir nuevamente a la vida normal, tenga una profesión técnica o haya perfeccionado la suya anterior.

Uno de los principios más importantes de esta Ley, es el principio de la progresividad prevista en el Art. 7 de la misma, el cual nos dice: "Los sistemas y tratamientos serán concebidos para su desarrollo gradualmente progresivos encaminados a fomentar en el penado el respeto a sí mismo, los conceptos de responsabilidad y conveniencia sociales y la voluntad de vivir conforme a la Ley" (30).

En base a dicho principio los penados cuyas conductas lo merezcan y cuando su evolución así lo permita, podrán obtener salidas transitorias hasta por cuarenta y ocho horas debidamente vigiladas y bajo caución en ciertos y determinados casos. Estas salidas serán concedidas por el Director del establecimiento previo diagnóstico negativo de peligrosidad.

Se prevee también en la Ley, el destino a establecimientos abiertos, el cual podrá ser concebido por el Ministro de Justicia a los penados que hayan permanecido por lo menos dos años en el establecimiento penitenciario designado para el cumplimiento de sus penas respectivas, que tenga conducta ejemplar y que el diagnóstico de peligrosidad haya sido negativo, así como también favorable el pronóstico psico-criminológico.

(30) Ley de Régimen Penitenciario. Gaceta Oficial de la República de Venezuela N° 706, extraordinario.

Habla también, del trabajo fuera de los establecimientos carcelarios que será organizado por grupos y se denominarán destacamentos, los cuales funcionarán bajo la dirección del personal de los servicios penitenciarios.

Se establece un sistema de libertad condicional como último período de cumplimiento de la pena de acuerdo a la conducta y exámenes del procesado.

Los ancianos mayores de setenta años, podrán obtener su libertad condicional después de cumplida la mitad de la pena.

REGLAMENTO DE LA LEY DE REGIMEN PENITENCIARIO

Dicho reglamento se dictó para complementar la Ley de 1937 ya derogada; pero se encuentra todavía en vigencia en todo lo que no se oponga a la Ley actual de 1961.

En el reglamento se establece, que tan pronto ingrese el penado al Instituto Carcelario respectivo, se procederá a abrirle una ficha que debe contener entre otras las siguientes menciones: Nombre y apellido del reo, edad, lugar de nacimiento, filiación, estado civil, profesión u ocupación, delito, grado de instrucción, estatura, medida de la braza, y demás datos antropométricos y fisonómicos.

Estos datos antropométricos fueron introducidos por primera vez en la Legislación venezolana y concretamente en el citado reglamento, por su redactor Dr. Tulio Chiossone, designado para esa época Inspector de Cárceles y Penitenciarías Nacionales. El Profesor Chiossone, introdujo y organizó el sistema de estudio de la persona de los condenados y estableció por primera vez, la fundación de la identificación dactilar y antropométrica por medio de los métodos de Vucetich y Bertillón, creándose la ficha para establecer el record de conducta a fin de que cada sentenciado tuviera su expediente y pudiera comprobar su comportamiento a los efectos de la reducción de la pena.

Dichas fichas eran las siguientes: a) Identificación dactilar. b) Cartilla psiquiátrica donde se discriminaba y se tomaba en cuenta todo el curso vital del procesado. c) Ficha de observaciones personales. d) Fichas sobre datos del delito. e) Ficha antropológica (31).

En el reglamento se establece también todo lo relativo al personal Penitenciario, así como también del administrativo y docente de los establecimientos Penitenciarios. Se crea el servicio de instrucción primaria obligatoria, a objeto de erradicar el analfabetismo.

b) REGLAMENTO DE SUJECION DE VIGILANCIA A LA AUTORIDAD

El referido reglamento, regula las penas accesorias impuestas al reo y su aplicación y funcionamiento cuando sale en libertad. Se establece aquí que debe proveerse al reo de una cédula de vigilancia firmada por el Director o el Alcalde de la Penitenciaría en donde hay que anotar una serie de datos, tales como señales fisonómicas, fotografías, huellas dactilares, lugar escogido como residencia, itinerario que va a seguir y fecha en que termina el período de vigilancia.

Esta cédula debe ser presentada por el reo a la primera Autoridad Civil de la Parroquia o Municipio donde va a residir; este Funcionario debe anotar cualquier circunstancia relativa a la conducta.

Cada vez que el liberado cambie de residencia debe presentarse a la correspondiente Autoridad Civil para que revisen la ficha y el Funcionario debe avisar al Departamento respectivo del Ministerio de Relaciones Interiores.

En la práctica, podemos decir, que el presente reglamento no se aplica ya que si bien es cierto que al salir

(31) Dr. Tulio Chiossone. Temas Sociales Venezolanos. Tipografía Americana. Caracas, 1950. Pág. 184.

el reo en libertad se le provee de su ficha respectiva, casi nunca cumple con la obligación de presentarla periódicamente ante los Funcionarios Civiles, ya que éstos tienen otra serie de ocupaciones que prácticamente absorben todo su tiempo, motivo por el cual, sería de desear que se creasen comisiones como las existentes en otros países en materia de "probation".

c) PROYECTO DE LEY DE SUSPENSION DEL PROCESO Y SUSPENSION DE LA PENA

El hacinamiento en las cárceles venezolanas ha venido siendo un problema grave, que cada día se agudiza más. El último cuadro estadístico de la Dirección de Prisiones, nos presenta una situación realmente caótica. En efecto, en una población penal de tres mil setecientos noventa y nueve internos, sólo dos mil trescientos setenta y nueve figuran como condenados, es decir, que su juicio ha terminado; el resto de once mil cuatrocientos doce, todavía está siendo sometido a proceso.

Esta circunstancia, unida al ritmo de crecimiento de la población venezolana, que hace que dentro de unos diez años se haya duplicado esa población, ha venido siendo preocupación de los penólogos y criminólogos venezolanos.

A tal efecto, el Ministerio de Justicia designó una comisión integrada por los doctores Orlando Contreras Pulido, Elio Gómez Grillo, Argelia Benarroch y José Luis Vencourt, para que redactasen un proyecto de Ley de Suspensión del Proceso y de la Pena, el cual fue presentado al Ministro de Justicia en abril del año en curso (32).

El referido proyecto, inspirado en la Ley belga de 1964 se refiere a dos aspectos fundamentales a saber: a) Suspensión del proceso y b) Suspensión de la Pena.

(32) Ante Proyecto de Ley de Suspensión del Proceso y de la Pena. Ministerio de Justicia. Abril de 1971.

a) SUSPENSION DEL PROCESO

Esta medida, beneficia a los delincuentes primarios y el Juez, puede pronunciarse sobre la suspensión después de haber quedado firme el auto de detención siempre y cuando el hecho cometido merezca pena corporal que no sea mayor de cinco años en su límite máximo. En este sentido comparto el criterio del criminólogo venezolano Reynaldo Escala Zerpa (33), cuando dice no estar de acuerdo en lo referente al auto de detención, ya que es sabido de los que trajinamos en los Tribunales Penales, que un auto de detención puede quedar firme en poco tiempo y de esta manera determinados delincuentes pudieran salir en libertad con apenas unos pocos días de reclusión.

En líneas generales, podemos calificar al proyecto de Ley, como tendiente a aplicar por primera vez en nuestro país el principio de la individualización de la pena, superando la antijurídica forma de aplicar una docimetría penal en los diversos casos de delitos cometidos.

La medida de suspensión puede ser dictada de oficio o a requerimiento del Fiscal del Ministerio Público o del procesado. Se introduce por primera vez en nuestro país la facultad conferida al Juez Instructor en la oportunidad de pronunciarse acerca de la detención del indiciado de un delito doloso, y siempre que se den las condiciones exigidas por la Ley, de abstenerse de dictar auto de detención y dictar solamente auto de sometimiento a juicio. Esta modalidad solamente se aplicaba hasta ahora en Venezuela en los delitos culposos, donde era potestativo del Juez dictar auto de sometimiento a juicio o auto de detención.

En la suspensión del proceso, se exige el compromiso del procesado de someterse a las indicaciones del traba-

(33) Reynaldo Escala Zerpa. El Mundo de la Criminología. Diario El Mundo. 22 de Abril de 1971.

jador social que le asigna el Juez, así como también de no cambiar de residencia sin previo acuerdo con el trabajador social respectivo.

b) SUSPENSION DE LA PENA

Aquí se estipulan condiciones análogas a la de la suspensión del proceso y el condenado se comprometerá a hacer efectiva la responsabilidad civil a menos que el Juez por razones justificadas lo libere de ello. Para dictar cualquiera de dichas medidas debe el Magistrado tomar en cuenta el informe sobre la personalidad y condiciones de vida del procesado, presentado por el trabajador social respectivo. Se contempla también que el Juez cuando lo considere conveniente podrá solicitar informe de un equipo científico integrado por un trabajador social, un psiquiatra o un sociólogo y un criminólogo.

Como medida de Defensa Social, se establece que la suspensión del proceso o de la pena será revocada cuando el favorecido haya sido condenado por un nuevo delito a pena corporal o bien se le haya sometido a medida correccional privativa de libertad.

Una de las disposiciones de la Ley que personalmente como abogado en ejercicio me parece más adecuada, es la referente a evitar que figure en el certificado de antecedentes penales del favorecido, la medida de suspensión ni su revocatoria. Esto ha venido constituyendo hasta ahora un grave problema en nuestro país, ya que cuando un procesado sale de la cárcel y va a buscar su certificado de antecedentes penales para conseguir empleo, le sale en el respaldo del mismo las medidas a las cuales ha sido sometido, motivo por el cual, nadie quiere darle empleo. Esto agrava enormemente la situación ya que al salir un hombre a la calle después de varios años o meses de reclusión y no conseguir empleo, muchas veces, tiene que reincidir en la comisión de delitos para el sostenimiento de sus familiares o de sus propias necesidades.

Para terminar, quiero someter a la Presidencia de la Sección Penitenciaria, del Octavo Congreso Internacional de Defensa Social las siguientes recomendaciones:

RECOMENDACIONES

PRIMERA:

Que el tratamiento Penitenciario, tenga por objeto lograr la individualización de la Pena, con vistas a la reinserción Social del Penado.

SEGUNDA:

Que en lugar de la Prisión, siempre que sea conveniente y posible, deben ser aplicados los diversos sustitutos de la privación de la libertad, como la pena de multa, la libertad condicional, la libertad vigilada, la suspensión condicional de la pena y el régimen de prueba.

TERCERA:

Que en los países donde no existan, se creen Juzgados y Leyes de ejecución de Penas.

CUARTA:

Que se recomiende a los países, la inclusión dentro de sus Leyes Penitenciarias del conjunto de reglas mínimas para el tratamiento del delincuente.